

La ville bleue.

INTRODUCTION	p.5.
VILLE ET TERRITOIRE	p.8.
Dans quel type d'espace vivons-nous ?	p.9.
Appréhender l'urbain à l'ère du numérique.	p.12.
Le territoire de l'urbain	p.17.
_Quel territoire pour l'urbanité contemporaine ?	p.17.
_Un concept individuel ?	p.19.
_La cartographie numérique.	p.21.
Le retour du quartier.	p.24.
_Échelle du Bottum up.	p.28.
_Partage et expression de valeurs communes.	p.29.
_Laboratoire ou créateur de fragmentation urbaine ?	p.30.
VILLE, ESPACE COMMUN	p.35.
L(es) espace(s) public(s).	p.37.
_Des espaces publics pas si publics.	p.38.
_Le vivre ensemble à l'ère du numérique.	p.40.
La communication comme fondement de la société.	p.44.
Ville comme langage et rôle du graphiste.	p.50.
LE TEMPS DU CHANTIER	p.53.
La fabrique de la ville : pouvoirs et acteurs.	p.54.
Place de l'utilisateur et co-conception.	p.56.
Quel rôle pour le graphiste dans la fabrique de la ville ?	p.61.
CONCLUSION	p.73.
Bibliographie.	p.79.
Remerciements.	p.83.
Colophon.	p.85.

INTRODUCTION

Depuis toujours, la ville est notre espace commun. L'espace où la société se crée, s'exprime, s'éprouve. On estime d'ailleurs que d'ici 2050, entre 70 et 80% de la population mondiale vivra en zone urbaine. En tant que graphiste, l'espace de la ville me séduit par sa pluralité de langages, de formes et de cultures ainsi que par sa capacité à sans cesse se renouveler.

Pour Annick Lantenois, *les productions du design graphique sont parmi les indices les plus visibles, les plus fébriles, de la manière dont une société, à un moment donné de son histoire, pense son organisation, son fonctionnement, définit ses priorités, ses hiérarchies, vit les transformations.*^[1] Considérant que la ville se fait miroir de sa société, la pratique d'un graphisme qui questionne l'espace urbain me semble d'autant plus appuyer cette idée qu'il *rend compte* du fonctionnement de la société dans laquelle il se déploie. Cependant, si je souhaite m'exprimer et construire dans cet espace et à travers sa construction, il m'apparaît nécessaire de préalablement en étudier les enjeux. En effet, lorsqu'une agence d'urbanisme est appelée à intervenir dans un quartier, la première étape du projet, essentielle, sera d'abord celle de *comprendre* le lieu dans lequel elle interviendra. *Dans quelle ville se trouve ce quartier ? Quels en sont l'histoire et les caractéristiques ? Dans quel contexte politique évolue-t-elle ? Quelle est l'histoire de ce quartier en particulier ? Quelles en sont les anecdotes ? Quelle population abrite-t-il ? Quelles sont les habitudes des riverains ?*

C'est ce même travail que j'ai souhaité réaliser autour de la ville. Mieux la connaître, pour la comprendre et mieux y construire. Cependant, « *La ville n'est pas une catégorie immuable et il serait vain de vouloir lui donner une définition normative et englobante valable aussi bien pour la période urbaine en Grèce ou en Italie, que pour l'aube du XXI^e siècle, en des temps où se dessineraient, selon certains, le déclin des villes ou la dissolution de la ville dans l'urbain.* »^[2] C'est pourquoi j'ai fait le choix de m'attarder plus particulièrement sur la ville contemporaine Française et Européenne, dont la culture et l'expérience me sont plus familières.

1. *Le vertige du funambule*,
Annick Lantenois,
Éditions B.42, 2010. p.9.

2. *La ville contemporaine après 1945*,
Histoire de l'Europe urbaine,
Guy Burgel, Éditions du Seuil,
2012, p.7.

Pour commencer, je tenterais de définir l'identité de la ville contemporaine au travers de sa territorialité, puis je questionnerais sa capacité à être ou non un *espace commun*, avant de m'attarder sur le temps de sa construction. L'ensemble de cette réflexion me permettra par ailleurs de questionner le rôle du graphiste dans cet espace. Ainsi, au fil des chapitres et plus spécifiquement dans la dernière partie, je me demanderais comment le graphiste peut intervenir dans le système complexe qu'est la ville. Peut-il être acteur de sa construction ? Dans quelles conditions ? Ses compétences en terme de communication peuvent-elles être mises au service d'une construction collective de l'espace urbain ?

VILLE ET TERRITOIRE

Dans quel type d'espace vivons-nous ?

Je vis en ville.

La ville nous paraît évidente tant elle est notre quotidien, mais comment la définir ?

D'après Le Larousse, une ville est une « *agglomération relativement importante et dont les habitants ont des activités professionnelles diversifiées.* »^[1] Mais la ville est aussi définie par « *l'ensemble des habitants de cette agglomération.* »

Dans le dictionnaire La ville et l'urbain^[2], le mot « ville » est décrit comme « *particulièrement imprécis et [dont le] contenu est variable d'une époque à une autre et d'un État à un autre.* » La définition se précise plus loin en indiquant que, « *néanmoins, le mot "ville" désigne, généralement, tout regroupement permanent d'une population relativement importante en un même lieu. C'est encore la conjonction de ces deux "éléments" – une concentration d'habitants et un espace géographiquement restreint – qui permet de définir une ville, et cela, malgré l'incroyable disparité démographique – quoi de semblable entre une ville de 10 000 habitants et une "ville" de quinze millions ? – Le même mot "ville" recouvre des réalités très différentes, du bourg à la mégapole, car la plus grande métropole procède toujours historiquement d'une ville plus petite, c'est une entité évolutive.* » Une ville serait donc avant tout un espace restreint à forte densité de population et de constructions.

La dernière ligne de cette définition rappelle tout de même qu'une ville, aussi grande et étendue soit-elle aujourd'hui, résulte de l'évolution et de la mutation d'une ville plus ancienne.

En effet, nos modèles de villes contemporaines se sont forgés à travers l'Histoire en connaissant de nombreuses mutations au fil des époques et c'est d'ailleurs l'Histoire et l'histoire de la ville qui en créent le récit. L'architecture d'une ville en est la preuve historique. Telles des strates géologiques, les bâtiments sont des témoins du temps et des événements passés. C'est par exemple le cas pour l'architecture moderne d'Auguste Perret dans le centre de la ville du Havre – témoin de sa reconstruction post-guerre – ou encore des impacts de balles présents dans

1. « Ville », www.Larousse.fr.

2. *Dictionnaire La ville et l'urbain*, Denise Pumain, Thierry Paquot, Richard Kleinschmager, Ed. Economica, 2006.

la façade du Palais de Justice de Rouen qui rappellent au passant d'aujourd'hui les événements d'une lointaine époque. Les centres anciens, les églises, les reconstructions, les monuments commémoratifs... sont autant de témoins du temps et des représentations collectives inscrits dans la matière. Victor Hugo parlait de *Bible de Pierre* pour l'architecture qui, au même titre que l'imprimerie, serait un art capable de représenter la pensée humaine.

«[...] Le genre humain a deux livres, deux registres, deux testaments : la maçonnerie et l'imprimerie. La Bible de pierre et la Bible de papier.»^[3]

Mais qui dit population dit groupement d'individus, avec leur organisation, leurs besoins en ressources, leurs modes de vie. Autant d'éléments qui font de la ville un système politique, social, économique, et culturel. Dans *Espèces d'espaces*, Georges Perec nous conseille cependant de « *ne pas essayer trop vite de trouver une définition de la ville ; c'est beaucoup trop gros, on a toutes les chances de se tromper. D'abord, faire l'inventaire de ce que l'on voit. Recenser ce dont l'on est sûr. Établir des distinctions élémentaires : par exemple entre ce qui est la ville et ce qui n'est pas la ville. [...] Regarder ce qui se passe lorsque la ville s'arrête.* »^[4]

Je vis en ville, qu'est-ce que j'y observe ?

En ville, il y a d'abord des gens.

Des foules de gens.

Pour loger tous ces gens, on trouve des habitations.

Des maisons, des immeubles.

Des appartements.

Des logements de toutes formes et de toutes tailles.

De la chambre de bonne au trois-pièces familial.

De la maison pavillonnaire dupliquée cent fois

à la bicoque biscornue, agrandie d'extensions en extensions, de naissances en naissances.

Du loft bien trop grand pour son propriétaire esseulé, au deux-pièces débordant de colocataires.

Entremêlées parmi eux, il y a des rues.,

des infrastructures aux silhouettes droites ou tordues, en béton, en pierre, en asphalte.

Et pour organiser et faire vivre ces gens,

il y a une mairie, des services répartis dans des tas de bâtiments,

3. *Œuvres complètes de Victor Hugo volume II, Notre Dame de Paris*, Victor Hugo, Ed. Adolphe Wahlen, 1837, p.89.

4. *Espèces d'espaces*, Georges Perec, Editions Galilée, 2000, p.119.

des bureaux, eux aussi en pierre et en béton.
 C'est souvent gris, une ville.
 En tous cas, c'est souvent l'image que l'on s'en fait.
 En ville, il y a aussi des commerces, des restaurants, des bars.
 Et dans ces commerces, ces restaurants, ces bars,
 il y a encore des foules de gens.
 Pas toujours. Mais souvent, lorsque la ville est grande.
 Dès lors, ça grouille.
 On parle parfois de fourmilière.
 Notamment aux heures de pointe,
 quand tout le monde va ou repart du boulot.
 Metro - boulot - [...] - métro - dodo.
 En dehors ou aux abords de la ville, il y a des *zones d'activités*.
 Alors, les gens qui y travaillent y font des allers-retours.
 On observe deux flux qui se croisent :
 ceux qui vivent dans le centre et travaillent en dehors
 et ceux qui vivent en dehors et travaillent dans le centre.
 Il y a ce flux tendu, ininterrompu,
 entre le *dans* la ville et le *hors* la ville.
 Parfois même ces échanges se créent *entre* les villes.
 Mais alors où s'arrête la ville ?
 « *Regarder ce qui se passe lorsque la ville s'arrête.* »
 Encore faut-il trouver cet endroit.

Comment définir ce flou, cet entre-deux ? Là où la ville paraît encore être là bien qu'on ne la nomme plus tellement ainsi. Là où, je sens que je suis *hors* la ville, sans savoir pourquoi, mais que, de la même façon, je sais que je ne suis pas encore dans ce que l'on appelle campagne.

On peut noter « *[qu']avec la révolution industrielle et l'explosion urbaine du XIX^e siècle, le débordement des faubourgs et des banlieues sur les localités voisines, hors des limites de la cité, s'est généralisé.* »^[5] En effet, lorsque la deuxième révolution industrielle entraîne l'émergence de la voiture individuelle, elle donne à l'usager la possibilité de s'éloigner du centre ville, pour vivre ou travailler. La question de la mobilité est alors au cœur du développement urbain et la morphologie de la ville s'articule autour des possibilités de transports. L'étalement urbain définit ce « *processus d'accroissement important des zones urbanisées en périphérie des villes, qui s'accompagne généralement d'un desserrement des populations et des activités urbaines.* »^[6]
 Aujourd'hui, le desserrement urbain s'organise à proximité des accès d'autoroute, formant des confluent le long des voies

5, 6. « *Urbain* »,
 Dictionnaire La ville et l'urbain.

rapides, ou à proximité des gares. Si l'on définit l'urbain comme *qui appartient à la ville*,^[7] ces phénomènes démontrent pourtant que le mode de vie urbain se déploie *hors* la ville. Ainsi, l'urbain se confond petit à petit avec l'*urbanisation* et devient une formule de plus en plus employée pour parler de l'extension de la ville, comme ses banlieues, sa périphérie, son étalement.

«L'urbain appartient à un autre vocabulaire que "ville", "banlieue", "faubourg", il ne décrit pas une quelconque unité administrative – du moins pas encore – mais un mode de vie, ses territoires et ses temporalités.»^[8]

S'il faut définir les modes de vie de l'urbain d'aujourd'hui pour en comprendre le territoire et les enjeux, pour en définir des limites – s'il est encore possible de le faire – il est important de noter que les technologies liées aux transports ne sont pas seules à modifier notre façon d'appréhender le fait urbain. En effet, après avoir assisté à la redéfinition des territoires urbains autour des axes de transport, une autre forme de technologie tend à influencer notre façon de vivre notre urbanité. Lorsque l'on prend en compte le fait qu'aujourd'hui près d'un milliard d'êtres humains possède un Smartphone et que d'ici cinq ans, pas moins de cinquante milliards d'appareils électroniques (téléphones, tablettes, ordinateurs etc.) seront connectés à Internet à travers la planète, on peut se demander quel impact peut avoir l'essor de ces technologies de l'information et de la communication sur nos modes de vie et ainsi sur nos villes. Modifient-elles à leur tour la morphologie des villes, leur territorialité ?

Appréhender l'urbain à l'ère du numérique.

Dans l'ouvrage */Perception/Architecture/Urbain*, Julieta Leite décrit les *médiations technologiques de l'expérience urbaine* dans son essai du même nom. Elle forme «*l'hypothèse que les nouvelles technologies de communication, en tant qu'outil de médiation de l'expérience spatiale, peuvent contribuer à la reconnaissance des lieux de vie et à la formation de liens sociaux dans la contemporanéité.*»^[9] Tout d'abord, l'auteure pose la notion de ville comme espace d'une expérience sensible.

7. «Urbain», www.Larousse.fr.

8. *La ville aux prises avec l'urbain*, Thierry Paquot, 2003.
<http://www.revue-projet.com/articles/2003-5-la-ville-aux-prises-avec-l-urbain/>.

9. */Perception /Architecture /Urbain*, Chris Younes et Xavier Bonnaud, (sous la direction de), Infolio, 2014, p.323.



© Philippe Calia

La ville serait définie par le rapport à l'espace, le rapport aux autres et les représentations collectives. Elle questionne ainsi la nature de la ville, qui, bien au-delà de sa structure et de son architecture, est le contenant de l'espace qu'elle crée – l'espace urbain – dans lequel nous interagissons les uns avec les autres ainsi qu'avec l'espace lui-même. Ce passage nous rappelle notamment que s'il est si difficile de poser une définition de la ville, c'est surtout parce qu'il n'y a pas *une* ville mais *des* villes, avec chacune leur histoire. Chaque ville a ainsi autant de définitions que d'habitants, de visiteurs, de touristes, car chacun, par son propre vécu, sa propre perception, vivra et éprouvera la ville d'une certaine façon.

«L'expérience urbaine est indissociable d'une expérience corporelle effective du temps et de l'espace.

La ville est alors avant tout le cadre de l'expérience urbaine : le contenant a un contenu.»^[10]

Je vis la ville.

Dans la deuxième partie de l'essai, l'auteure s'appuie sur les écrits de Merleau-Ponty. Elle cite son ouvrage La phénoménologie de la perception dans lequel Merleau-Ponty expose sa réflexion à propos du bâton de l'aveugle, qu'il décrit comme un médiateur de perception qui cesserait d'être un objet pour se transformer en zone sensible. Le bâton établirait une médiation entre l'espace perçu et le sujet. En prenant pour exemple les Smartphones, les GPS ou les réseaux de connexions sans fils, Julieta Leite démontre que cette idée peut s'appliquer aux divers objets technologiques disséminés dans la ville, où elle observe une participation de la communication numérique dans la médiation de l'expérience urbaine. Ces objets créent de nouvelles formes de perception et d'interaction. Une médiation entre les sujets et l'espace, qu'il soit l'espace de proximité, de mouvement, du lointain ou même du virtuel. Si on a vu en amont que les technologies de transport ont d'abord repensé la mobilité à l'intérieur de la ville, mais aussi entre la ville et sa périphérie, c'est aujourd'hui les technologies de l'information et de la communication qui, à leur tour, repensent notre mobilité urbaine, et au-delà. Piéton, automobiliste, cycliste, notre Smartphone est notre nouvel allié, notre chien d'aveugle. Nous ne sommes jamais perdus, le GPS est là. En un clic, nous pouvons savoir quel métro prendre, à quelle heure il arrive, connaître les éventuelles perturbations sur la ligne, avec quel bus le remplacer... Nous connaissons l'ampleur des embouteillages ainsi que le meilleur chemin à emprunter en temps réel.

10. *Hyperurbain 3*,
Khaloud Zreik (Sous la direction
de.), Europa, 2012 p.107.

Nous savons où se trouve la borne Vélib' la plus proche... Ces technologies nous prennent la main dès le pas de notre porte pour nous guider dans l'espace urbain. C'est d'ailleurs toute notre façon de vivre la ville qui est repensée. Socialement par exemple, si jusqu'ici nous devions sortir de chez nous pour aller à la rencontre de l'autre, les réseaux sociaux sur Internet remettent en cause cette nécessité. L'ensemble de cette réflexion, que nous étayerons plus tard dans le mémoire, révèle le caractère hybride de l'expérience urbaine d'aujourd'hui : c'est une nouvelle forme de représentation des lieux, de spatialisation mais c'est aussi une nouvelle forme de penser le lien social.

Dans *La ville 2.0, complexe... et familière*, Fabien Eychemme écrit : « *Minérale et charnelle, historique et politique, la ville est aujourd'hui aussi numérique. À l'espace physique urbain tangible fait de béton, de briques, d'infrastructures d'acier, de réseaux de fluides, viennent se superposer des couches numériques, physiques (artefacts et réseaux) et informationnelles (données, flux, logiciels et services).* »^[11] Prenons l'exemple de la rue, élément fondamental de l'architecture urbaine.

La rue est une infrastructure matérielle qui devient une infrastructure numérique et informationnelle dès lors qu'elle est le lieu d'échange de flux de données. Ces données peuvent être captées et augmentées en temps réel par les passants et les riverains. Ainsi l'espace de la rue s'en trouve changé au passage de chaque individu connecté. Les usages du numérique dessinent donc de nouvelles territorialités où les technologies ne se rajoutent pas à l'environnement urbain mais en deviennent des éléments constitutifs. Comment définir cet espace ?

Pour Jean-Christophe Plantin, chercheur en science des médias et de la communication, un espace résulte de la synthèse de plusieurs espaces mais sa définition ne peut être réduite à l'addition des propriétés de ses parties. Dans un article sur la cartographie numérique, il reprend les termes d'Edgar Morin^[12] en admettant que l'espace n'est pas constitué par des propriétés physiques auxquelles viennent s'ajouter des propriétés virtuelles, mais doit être considéré comme une catégorie autonome aux propriétés originales. Pour entamer un processus de définition de cet espace complexe, peut-on parler, dans un premier temps, d'espace hybride pour l'espace urbain d'aujourd'hui ?

11. *La ville 2.0, complexe... et familière*, Fabien Eychemme, Ed.FYP, 2008.

12. *Introduction à la pensée complexe*, Edgar Morin, 1990. Cité dans *La cartographie numérique: une sémantique de l'espace urbain*. J.C. Plantin, 2008, http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00410259/document.

Le professeur Khaldoun Zreik défait cette hypothèse par l'affirmation suivante : « *L'hybride est un entre-deux ; la ville n'est pas hybride car elle n'est pas un entre deux : la ville est toujours la même et elle métabolise les changements de ses formes ; ce qui devient hybride est la culture : d'un côté une culture de la cité, de la ville avec une forme et des limites, une forme qui rend possible une expérience singulière, individuelle ou collective, une culture des racines et de l'identité ; de l'autre côté, une culture de l'urbain généralisé et sans limites, une culture du nomadisme et de la mobilité.* »^[13] Pour lui, ce serait donc uniquement notre façon d'appréhender l'espace urbain, notre perception et expérience de celui-ci qui s'hybriderait à travers nos nouveaux modes de vie, et non l'espace lui-même. Or, il me semble que c'est bien la façon dont nous percevons et dont nous expérimentons un espace qui le définit. Si la culture urbaine, et par là notre expérience, se retrouve hybridée entre plusieurs formes de l'urbain (entre une ville limitée ou un urbain généralisé et sans limites), c'est bien de l'espace urbain lui-même dont il devient difficile de poser des limites et des caractéristiques bien définies. L'espace urbain s'en trouve hybridé à son tour.

Cet espace urbain, hybride donc, est-il un espace nouveau ? Est-il nommé ?

Dans son mémoire La ville interface^[14], Sandrine Hebert choisit l'utilisation de la formule anglaise d'*e-space* qui vise à révéler les interactions entre l'espace matériel et l'espace immatériel. Cependant, étymologiquement cette formule me semble exprimer l'idée d'un espace numérique, ce qui renvoie plus à une dualité du physique et du virtuel qu'à l'expression d'un espace aux qualités multiples. En 2007, le laboratoire *Paragraphe*^[15] introduit la notion d'*HyperUrbain* à l'occasion d'un colloque sur l'impact des technologies de l'information et de la communication sur la conception de la « ville sociale ». Après une relecture de l'espace urbain « existant » selon différents angles d'observation, l'*HyperUrbain* suggère une re-conceptualisation de cet espace évolutif, en tenant compte de ses spécificités et disparités informationnelles et communicationnelles.^[16]

Si l'*HyperUrbain* considère une nouvelle perception des frontières

13. *HyperUrbain3*, p.105.

14. La ville interface, Sandrine Hebert, mémoire de fin d'études. Octobre 2007. http://www.ensci.com/uploads/media/memoire_sandrine_herbert.pdf

15. *Paragraphe* est un laboratoire de recherche interdisciplinaire rattaché à l'Ecole doctorale Cognition, Langage et Interaction de l'Université Paris 8.

16. *HyperUrbain*, Khaldoun ZREIK (sous la direction de), Europia, 2008.

de l'espace, on retrouve l'idée de l'hybridité de l'espace que nous tentons de définir. L'espace urbain contemporain, hybride, serait donc un *HyperUrbain* ? L'extension *hyper* est-elle vraiment nécessaire ? Ce préfixe signifiant « supérieur » ou « au-dessus », on parlerait donc d'un urbain supérieur ou augmenté.^[17] Mais ne peut-on pas simplement admettre que les règles de l'urbain que nous connaissions ont changé sans pour autant qu'il mérite une nomination nouvelle ? Car, si l'on nomme *l'urbain* ce qui découle de la ville, une sorte d'extension incontrôlée de celle-ci, impliquant une indéfinition des limites spatiales, ne serait-il pas juste de nommer de la même façon cette extension numérique ? Plus précisément, si je m'en réfère au texte de Françoise Choay, *La mort de la ville et le règne de l'urbain*^[18] : « [...] *Un système de références physique et mental, constitué par des réseaux matériels et immatériels ainsi que par des objets techniques, et dont la manipulation met en jeu un stock d'images et d'informations, retentit dans un circuit bouclé sur les rapports que nos sociétés entretiennent avec l'espace, le temps et les hommes. Ce système opératoire, valable et développable en tous lieux, dans les villes comme dans les campagnes, dans les villages comme dans les banlieues, peut être appelé l'Urbain.* » Il me paraît alors justifié de nommer l'espace défini par le mode de vie contemporain, par le terme *urbain*. L'espace urbain d'aujourd'hui serait donc un seul et unique espace, hybride, ne raisonnant pas en terme de dualité du matériel et de l'immatériel. Un *urbain* « 2.0 ».

Lorsque, dans ce même texte, l'auteur ajoute : « *Région urbaine, communauté urbaine, district urbain..., ces nouvelles entités disent assez l'effacement de la ville et l'anachronisme de "commune", "village", "cité" : autant de termes qui, bientôt, ne renverront plus qu'à l'histoire ou à des nostalgies lourdes de sens. [...]* »

Elle appuie ici l'emploi du terme urbain pour définir le système et les modes de vies qui existent dans la ville – mais pas que – et paraît aussi impliquer une nouvelle définition des territoires. Car si des notions comme « ville » ou « communes » n'auront bientôt plus de sens car porteuses de définitions bien trop floues, c'est aussi les territoires qu'elles représentaient jusqu'alors qui s'en retrouvent indéfinis. Se pose alors la question du territoire, et ainsi de l'identité de ceux qui l'habite.

En effet, « [...] *ces mots désuets nous rappellent aussi l'incontournable réalité de notre condition naturelle, animale, le fait*

17. Ethymologie grecque.

18. *La mort de la ville et le règne de l'urbain*, Françoise Choay. Publié dans le catalogue de l'exposition *La ville, art et architecture en Europe, 1870-1993*. Paris, Centre Georges Pompidou, 1994, p.26-35.

que, quelles que soient l'immatérialité, l'abstraction, la multiplicité des relations que les urbains entretiennent entre eux à travers la planète, ils sont, nous sommes, malgré nous, jetés dans l'espace et contraints d'y vivre et d'y séjourner quelque part. Mais où et comment ? » Pouvons-nous encore définir nos territoires, nos identités spatiales ?

Le territoire de l'urbain

« [...] Le territoire est, en soi, un phénomène multidimensionnel répondant à sa logique propre, à des impératifs autres que ceux de la ville. Comment la ville peut-elle s'inscrire dans un territoire ? Qu'est ce que la territorialité d'une ville ? » ^[19]

Quel territoire pour l'urbanité contemporaine ?

L'urbain dit « 2.0 », celui dans lequel nous évoluons, est un espace dont la complexité empêche d'en déduire la nature, la signification mais surtout la territorialité. En France, juridiquement, les villes tendent de plus en plus à ne plus pouvoir exister seules, les lois intercommunales les obligeant à se regrouper. Depuis le 1er janvier 2014, *« toutes les communes isolées ou en situation de discontinuité ou d'enclave doivent être rattachées à un EPCI d'un seul tenant et sans enclave. »* ^[20] Cette loi et la politique intercommunale en générale prouvent que *« la ville appartient désormais à une géographie des réseaux à vitesses et portées multiples, au point que ses limites sont indéterminées. Une ville ne peut exister seule, elle dépend toujours d'un réseau de villes – et cela depuis qu'il existe des villes – qu'elle alimente et dont elle se nourrit. »* ^[21] De plus, comme le rappelle le philosophe et architecte Paul Virilio dans L'espace critique ^[22], *« La fenêtre cathodique [et on étendra à l'espace numérique en général] apporte à chacun d'eux, avec la lumière d'un autre jour, la présence des antipodes. Si l'espace c'est ce qui empêche que tout soit à la même place, ce brusque confinement ramène tout, absolument tout, à cette "place", à cet emplacement... L'épuisement du relief naturel et des distances de temps télescope*

19. **La ville et ses territoires**, Marcel Roncayolo, Folio. 1990, P.182.

20. Circulaire du 8 août 2013, Ministre de l'Intérieur. http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2013/08/cir_37378.pdf

21. «ville», **Dictionnaire la ville et l'urbain**.

22. **L'espace Critique**, Paul Virilio, Edition Christiant Bourgeois, 1984, p.19.

toute localisation, toute position.[...] Les lieux deviennent interchangeables à volonté. » En effet, privés de limites tangibles, les éléments de l'espace urbain se retrouvent dépourvus de dimensions spatiales et s'inscrivent dans l'unique temporalité de la diffusion instantanée. Le numérique tend ainsi à faire reculer les limites géographiques et affecte les repères de l'espace-temps, faisant de l'ubiquité et de l'instantanéité les nouvelles règles. L'urbain serait donc un réseau où les villes, les individus, les territoires et les espaces s'interconnecteraient continuellement.

Si l'on considère que « *la logique des flux remplace alors la logique des lieux et des territoires ; [et que] les flux organisent des lieux urbains devenus aléatoires, mobiles et fluctuants.* » ^[23], il faut tout de même, à mon sens, nuancer ce propos. En effet, il ne s'agit pas de remplacer une logique par une autre mais bien de comprendre les influences de l'une sur l'autre. En admettant une logique de flux, on peut effectivement se demander si elle peut engendrer un effacement de la notion de territoire, mais il est surtout question de prendre en compte l'espace multiple et peut-être d'envisager un nouveau type de territorialité.

D'après Jean-Paul Bord, le territoire est souvent discontinu, fait de lignes et de points et n'est pas une surface hermétiquement close. Il prend l'exemple des territoires des peuples en diaspora ^[24], qui se présentent également comme des séries de discontinuités temporelles, spatiales, identitaires et donc, comme des territoires sans cesse recomposés. Jean-Paul Bord pose alors un questionnement que je partage et auquel je tenterais de répondre à mon tour :

« Dans nos sociétés de plus en plus mouvantes, où les mobilités humaines s'intensifient, où les phénomènes de réseaux se multiplient, peut-on aller jusqu'à parler de "la fin des territoires" ? » ^[25]

Dans La ville et ses territoires, ^[26] Marcel Roncayolo estime que le territoire n'est plus seulement perçu mais qu'il est appris par l'individu et construit par des pratiques et des croyances qui sont de nature sociale. Pour lui, la définition d'un territoire regroupe des questions d'appropriation, de pouvoir et de représentations, mais c'est aussi une question d'appartenance

23. *Hyperurbain3*, p.105.

24. Le terme *diaspora* vient du grec ancien et désigne la dispersion d'une communauté ethnique ou d'un peuple à travers le monde.

25. *La carte, l'espace et le territoire*, J.P Bord, Presse universitaire François Rabelais, 2002. <http://books.openedition.org/pufr/1802>.

26. *La ville et ses territoires*, p.189.



à un groupe et ses pratiques. Anthropologiquement, en effet, un territoire est un concept tribal avec une culture commune et locale. Il est étudié dans un contexte d'ethnies, de groupe, de rassemblement de population. Pourtant, comme le rappelle Jean-Christophe Bailly, « *toutes les images qui nous viennent à l'esprit pour caractériser la ville – l'immensité, le collage, le palimpseste, la croissance – sont des images qui font droit à une dissolution des contours et des genres et à une sorte de surimposition. Non seulement la ville est kaléidoscopique, c'est-à-dire composite et changeante, mais encore tout se passe comme si personne ne pouvait être sûr de tenir dans ses mains le même kaléidoscope que son voisin.* »^[27]

Ce concept est-il donc toujours lié à une appartenance à un groupe social ou est-il désormais individuel ?

Un concept individuel ?

On peut penser que l'appropriation d'un territoire par un individu seul est principalement lié à l'*Habiter*, et par là, au logement. Or l'habitation ne se réduit pas à l'intériorité d'un habitacle ou d'un abri.^[28] « *Ce n'est pas seulement pouvoir être chez soi à l'intérieur de quelques murs, c'est pouvoir projeter hors des murs, entre eux, dans leur jeu labyrinthique, un procès d'identification et de partage.* »^[29] Habiter serait donc le fait de s'identifier à un espace, de se projeter dans celui-ci.

Aujourd'hui un habitant établit son propre réseau de connexions humaines et spatiales bien au delà de son logement. Car en tant qu'habitant d'un quartier, il peut travailler ailleurs, pratiquer son sport dans un autre lieu. Il établit des connexions entre les lieux en fonction de ses besoins et communique avec des individus géographiquement très éloignés. Ainsi, il se projette et s'identifie à un espace qui n'est défini que par lui, son mode de vie, son réseau. En admettant cela, le collectif BazarUrbain établit que « *nous n'habitons plus des villes ou des villages mais des territoires. Chacun a sa propre "carte territoriale" sur laquelle il dessine ses propres itinéraires.* »^[30] Dans le même document, le collectif indique par ailleurs que le chercheur catalan, Francesco Muñoz, a forgé le néologisme de « territoriant » pour compléter la notion d'habitant et indiquer que l'espace où l'on déclare habiter n'est pas le seul espace signifiant pour chacun.

27. *La phrase urbaine*, Jean-Christophe Bailly, Fiction & Cie/Seuil, 2013, p.187.

28. *La ville des flux*, Olivier Mongin, Fayard, 2013, p.51.

29. *La phrase urbaine*, p. 135.

30. BazarUrbain est un collectif pluridisciplinaire qui intervient sur l'espace urbain.http://dev.bazarurbain.com/wp-content/downloads/Book_BZU_simple.pdf

« Passer de l'idée d'habitant à celle de territoriant entraîne en différents lieux une redéfinition des espaces dans lesquels son implication – politique autant que corporelle – est légitime. Mais c'est aussi, plus globalement, considérer que l'on peut être attaché à un territoire même si on n'y habite pas »^[31]

Malgré tout, on parlera plus de territoires modulables que de conceptualisation individuelle, car, perdu dans l'immensité de l'urbain, l'individu a besoin de se recréer des territoires dont il n'est pas le seul maître mais qu'il partage bel et bien avec un groupe. En effet, au grès de nos groupes sociaux divers, de nos échanges distendus dans un espace illimité, nous vivons cet espace « *au rythme de territorialités différentes, à la fois moins tangibles et plus éphémères.* »^[32] Des territoires modulables donc, en fonction de nos groupes sociaux, de nos activités, créés par une sorte d'*instinct* plus que par un concept ? C'est ce que semble décrire Jean-Christophe Bailly sous la notion de fonction urbaine : « *Relier et assembler, [...] c'est là l'être même de ce qu'il faudrait appeler la fonction urbaine, [...] une sorte d'hyperfonction complexe et unifiante qui attache noyau et particules comme une attraction. Cette attraction [...] a presque le caractère du secret, elle est comme un mot de passe que les habitants n'ont même pas besoin de se dire. C'est elle qui innerve le mystère de la tonalité locale, qui fait rebondir et ricocher entre elles les marques et les prises par lesquelles la ville est perçue comme un territoire, comme une piste où chacun peut, parce qu'il en a le droit et l'usage, lancer ses dés.* »^[33] Une fonction créatrice de territoire dans sa capacité à relier et assembler une population et des lieux. On y retrouve l'idée qu'évoque Marcel Roncayolo dans la notion de centralité. « *A défaut d'une théorie générale des villes, dont la construction pose un problème, le concept de centralité est alors essentiel. La centralité peut s'exprimer dans le choix d'un lieu de culte commun et permanent pour des groupes humains jusque-là séparés, dans l'établissement durable d'un marché [...]* C'est à dire qu'elle n'est qu'une forme, autorisant des contenus variables. »^[34] Finalement, ces deux notions font partie intégrante de la définition même de territoire. Car pour le géographe Guy Di Méo, « *le territoire regroupe et associe des lieux. Il leur confère un sens collectif plus affirmé que celui qui découle de leur seule pratique. Dans ces conditions, territorialiser un espace*

31. BazarUrbain, op.cit.

33. *La phrase urbaine*, p.128.

32. *Géographie sociale et territoires*, Guy Di Méo, Nathan université, 1998, p.5.

34. *La ville et ses territoires*, p.28.

consiste, pour une société, à y multiplier les lieux, à les installer en réseaux à la fois concrets et symboliques. » ^[35]

Cette fonction urbaine, engendrée par une centralité serait donc un concept créateur de réseaux, que nous créons sans cesse et dont nous dépendons. Ces territoires, ces réseaux, sont propres à chacun mais s'interconnectent dans une logique de groupe car leurs noyaux sont généralement formés par des lieux communs. Ainsi, on peut établir que le territoire est une question d'échelle, physique, sociale et émotionnelle, choisie dans l'immensité d'un réseau.

La cartographie numérique.

Si l'on admet que c'est « *la carte qui symbolise l'espace géographique, parfois le territoire [et qu'elle] crée le territoire autant qu'elle représente son espace. »* ^[36], on peut se demander si ce n'est pas par cet outil que l'on peut conceptualiser le territoire dans ce type d'espace. En effet, la cartographie peut aider à créer du sens au sein d'un espace dont la signification n'est plus donnée d'avance. ^[37] La cartographie numérique notamment, permet de rendre compte de la nature hybride et de la complexité de l'espace en visualisant les couches multiples qui le constituent. Elle offre la possibilité de choisir l'angle de vue, de zoomer, mais aussi de choisir la manière dont on souhaite faire signifier l'espace, à travers les informations que l'on souhaite lui apporter ou voir apparaître. C'est d'ailleurs parce qu'aujourd'hui une carte numérique permet aux individus d'y inclure leurs propres informations qu'il s'agit désormais de réaliser de nouvelles cartes du territoire urbain grâce à la collecte et au partage des paramètres personnels et sensibles de chacun. Ainsi, au travers d'une cartographie interactive, l'habitant – le territoriant – peut choisir une échelle qui lui est propre dans un réseau urbain global et ainsi créer et s'approprier son territoire.

35. *Géographie sociale et territoires.*
p.41.

37. *La cartographie numérique:
vers une sémantique de
l'espace urbain.*

36. *op.cit*, p.183.

Le retour du quartier.

Cette « crise du territoire » nous pousserait-elle vers un retour à l'hyper local ? Partout, nous créons des réseaux dans les réseaux. On a défini plus en amont que les réseaux de l'*habiter* individuel s'interconnectent pour former les réseaux – et par là les territoires – des populations. L'immensité de notre espace nous pousse à recréer des villages dans les villes, des communautés dans les réseaux sociaux, qu'ils soient « physiques » ou sur Internet. Aussi, pour Bernard Lamizet, la ville ne saurait être qu'un réseau, ou un complexe de réseaux, en ce qu'elle n'existe que dans la mise en relations d'acteurs et de fonctions sociales dont la complémentarité pourrait être exprimée

par le concept de voisinage.^[38] L'architecte Jean-Jacques Terrin consacre une partie de son ouvrage *Le projet du quartier* au « retour du quartier ». Il y écrit que, face à la mondialisation, on aurait pu penser que la notion de quartier était dépassée et rappelle^[39] les propos de François Ascher pour qui les relations de voisinage et activités de proximités perdraient de leur importance car écartelées entre l'échelle du logement et celle de la ville. Pourtant, comme le souligne l'auteur, la notion de quartier semble bien être une valeur qui monte. En effet, cette échelle de ville permet de manifester un sentiment d'appartenance et de communauté fondée sur une identification sociale.

On ne peut plus dire aujourd'hui que le quartier est l'échelle de la proximité à proprement parler, car avec les technologies

38. *Le sens de la ville*, Bernard lamizet, Editions L'harmattan, 2002, p.59.

39. *Le projet du projet, concevoir la ville contemporaine*, Jean-Jacques Terrin, Parenthèses, 2014, p.48.

« Le quartier. Qu'est-ce que c'est qu'un quartier ?
 T'habites dans le quartier ? T'es du quartier ?
 T'as changé de quartier ? T'es dans quel quartier ?
 Ça a vraiment quelque chose d'amorphe, le quartier :
 une manière de paroisse ou, à strictement parler,
 le quart d'un arrondissement, le petit morceau
 de ville dépendant d'un commissariat de police...
 Plus généralement : la portion de la ville dans laquelle
 on se déplace facilement à pied ou, pour dire la même
 chose sous la forme d'une lapalissade, la partie
 de la ville dans laquelle on n'a pas besoin
 de se rendre, puisque précisément on y est. »^[40]

de mobilités et de communication, la proximité n'est plus seulement une question de courte distance. À son tour, « *La proximité n'est pas une distance mais un réseau* »^[41] qui, pour le sociologue et urbaniste Alain Bourdin, peut être identifié ainsi : c'est celui qui correspond à une bonne accessibilité, associée à la familiarité, à la commodité et au sentiment de maîtrise.^[42] Mais pour autant, qu'il soit

le quartier de notre logement ou celui d'un lieu où nous passons beaucoup de temps pour l'une de nos activités, le quartier reste l'espace auquel nous nous identifions généralement le plus car c'est celui qui gravite directement autour du lieu qui nous est familier. Un espace que l'on parcourt à pied, avec lequel nous entretenons un lien physique durable. Pourtant aujourd'hui,

40. *Espèces d'espaces.*

41, 42. *Revue Proximités*,
 Hors série AMC, mai 2014,
 p.20.

avec la disparition des petits commerces de quartier et ainsi des habitudes des habitants qui pouvaient se retrouver faire leurs courses chez le même boucher ou le même boulanger, il arrive souvent que nous ne connaissions plus nos voisins. Les nouvelles vitesses économiques dues à la mondialisation ont poussé l'individu à adapter son mode de vie. Le lieu d'habitation est choisis en fonction d'un budget impliquant parfois de longs temps de trajet pour se rendre sur le lieu de travail. Dans un espace où les nouvelles règles semblent être l'ubiquité et l'instantanéité, là est tout le paradoxe : L'habitant est écartelé entre plusieurs aspects de sa vie et *n'a plus le temps*. Ces modes de vie, loin d'être toujours choisis, amènent les individus à réclamer du lien social. S'il est évident que ce sont nos modes de vie et nos mobilités

qui ont éclaté ces complicités locales, lorsque certains accordent la faute aux outils numériques, d'autres se demandent si ces outils en question ne pourraient pas, au contraire, aider à rétablir les liens. Car à défaut d'être lié à l'humain, l'individu est sur-connecté aux plateformes numériques et il est possible qu'il ne sache plus comment agir pour créer du lien *IRL*.^[43] Ainsi peut-on se demander si l'outil numérique ne peut pas être un intermédiaire entre des individus à qui il faut socialement tout réapprendre.

Peuplade est un réseau social de quartier en ligne dont l'ambition est d'offrir à chaque quartier son propre réseau. Son créateur, Grégoire Even a cherché à comprendre comment les nouvelles technologies pouvaient permettre aux gens de se connaître au delà du virtuel.

43. Sur Internet, le sigle «IRL» signifie «in real life», «dans la vraie vie» en français, c'est-à-dire «pas dans l'Internet».

Très attaché au contexte de vie locale pour développer le vivre ensemble, le concepteur explique^[44] : « *Il faut que les voisins se parlent plus, qu'il y ait plus d'échanges avec les commerçants, les associations, surtout dans le contexte actuel. [...] [Peuplade] permet aux habitants d'entrer en relation avec leurs voisins et est d'abord un prétexte à la rencontre* ».

Ce réseau permet plusieurs fonctions : découvrir le profil de son voisin, échanger des services, créer un événement de quartier...

Si ce type d'outil peut permettre de créer du lien à une certaine échelle, pour Bruno Marzloff il pose la question suivante :

« *Comment investir les contacts de proximité sans renoncer aux contacts en ligne et vice-versa ?* »^[45]

En effet, il serait dommage qu'un réseau comme *Peuplade*

devienne un élément d'isolement centrant l'individu uniquement sur son environnement proche.

Il s'agirait plutôt de l'intégrer dans une panoplie d'outils, chacun étant adapté à une échelle de nos vies et de nos territoires.

L'utilisateur adapte ainsi l'usage des différents réseaux, plus ou moins centrés, pour découvrir ses voisins, aller à la rencontre d'inconnus dans sa ville, rester en contact avec ses proches aux quatre coins du monde..

Peuplade pourrait être apparenté à ce que *Google +*, *Facebook*, *Diaspora* et autres réseaux sociaux d'Internet ont appelés « cercles », « groupes », « aspects ».

Soit un réseau dans le réseau.

44. **MetroNews**, mars 2015.
<http://www.metronews.fr/paris/peuplade-fr-le-premier-reseau-social-de-quartier-debarque-a-paris/mocr!rOjdtK7qvAxRk/>

45. **Le 5^e écran**, Bruno Marzloff, Éd.FYP, 2009, p.40.

Échelle du *bottum-up*^[46]

Parce que l'échelle du quartier permet de manifester un sentiment d'appartenance et d'identification social fort, elle en devient aussi une échelle propice à l'implication de l'individu dans la vie d'un territoire. Cette particularité fait du quartier un environnement dans lequel on peut imaginer des projets urbains à l'initiative des habitants eux-même, s'inscrivant dans une logique de *bottum-up*, lorsque la quasi-totalité des projets urbains de plus grande ampleur répondent à un principe de *top-down*. En effet, si les citoyens ont aussi leur mot à dire, notamment dans les temps de conception de projets urbains, ils sont surtout les plus à même de réinventer l'espace dans lequel ils évoluent quotidiennement. Les nombreux systèmes déjà

existants initiés par les habitants eux-mêmes (co-voiturage, troc, événements de quartiers, jardins partagés, mutualisation d'outils..) démontrent qu'il existe une vraie volonté de jouer un rôle dans l'organisation de leur espace sans attendre de proposition officielle. Ainsi, en permettant un échange de proximité entre les citoyens, les autorités locales et les acteurs du privé, l'échelle du quartier permet d'impulser de nouvelles formes de gouvernance urbaine impliquant davantage l'habitant. Ces nouvelles dynamiques tendent à réinstaurer une démocratie locale et participative dans l'urbanité contemporaine. S'il me semblait important de souligner cette particularité de l'échelle du quartier dans ce chapitre, nous étayerons cependant davantage l'idée d'initiative citoyenne dans la troisième partie du mémoire.^[47]

46. En urbanisme, le *bottum-up*, «qui vient du bas», fait état d'initiatives d'habitants tandis que le *top-down*, «qui vient du haut», fait état de projets dirigés par une autorité.

47. Voir *Le temps du chantier*.

Partage et expression
de valeurs communes.

À l'échelle du quartier, la notion de partage est plus visible et son expression est facilitée. Dans « son » quartier, l'habitant a d'autant plus le sentiment de *partager* l'espace et le temps (mobilier public, espaces verts, fêtes de quartiers, etc.) qu'il y a généralement une certaine redondance des individus avec lesquels il le partage. Cela lui apparaît ainsi moins comme une concession qu'une *mise en commun*. On observe leur retour depuis quelques années, les jardins partagés sont une conjugaison du partage de l'espace et du temps : l'habitant partage un moment avec ses voisins durant lequel ils occupent et entretiennent le même espace. Se faisant presque métaphore de la vie en communauté, les jardins collectifs ont su prouver la force

du travail de la terre lorsqu'il s'agit de créer du lien entre les individus : prendre soin d'un terrain pour récolter le fruit de ses attentions, autant de gestes qui agissent comme une leçon de vivre ensemble.

Le jardin de ta soeur^[48], est un projet du collectif Bruit du Frigo,^[49] débuté en juillet 2003. Ils ont aménagé, en collaboration avec des associations et des habitants volontaires, un jardin temporaire sur une friche du quartier Bordeaux-Nord. Le quartier manquait d'un lieu public offrant la possibilité aux habitants de se retrouver et de partager un instant en plein air. Les riverains revendiquaient l'aménagement d'un espace propice à la rencontre et l'échange. Bruit du Frigo a ainsi accompagné l'écriture et la conception du projet ainsi que l'animation de la concertation interne et la production de textes et visuels.

48. <http://www.jardindetasoeur.org/>

49. <http://www.bruitdufrigo.com/>

Laboratoire ou créateur de fragmentation urbaine ?

Depuis quelques années, on a aussi pu voir se concrétiser une envie d'imaginer collectivement de nouvelles façons de vivre, généralement liées à des valeurs écologiques et solidaires, par l'arrivée de projets d'habitats participatifs.^[50] C'est avant tout une envie de se regrouper pour trouver un terrain, concevoir les logements en les adaptant aux besoins, aux possibilités financières et aux goûts de chacun et d'y imaginer la vie collective qui s'organisera dans cet ensemble. C'est une façon d'assumer et de mettre en avant ses valeurs à la base même de son mode de vie : son logement ; mais c'est

aussi l'expression du partage et de la mise en commun.

Ces pratiques sont initiées par les habitants eux-mêmes. À une échelle plus large, et cette fois à l'initiative des autorités locales, on peut voir se développer de plus en plus d'éco-quartiers,^[51] traduisant la mouvance qui amène de nombreux projets de modes de vie responsables à choisir le cadre du quartier. En exemple, le Fort numérique d'Issy-les-moulineaux : Cet éco-quartier est un lieu de vie construit sur le site d'une ancienne forteresse militaire de la ville d'Issy-les-moulineaux. Géothermie, domotique, collecte pneumatique des déchets, sont autant d'outils mis en place pour garantir une consommation écologique de l'ensemble.

50. L'habitat participatif repose sur une démarche citoyenne qui permet à un groupe d'habitants de s'associer, parfois avec l'appui d'un bailleur social, pour participer à la conception, la réalisation, puis la gestion au quotidien d'un immeuble destiné à leur habitation. www.territoires.gouv.fr/un-nouvel-elan-pour-l-habitat-participatif

51. Un écoquartier est un quartier urbain aux caractéristiques écologiques modernes respectant des logiques de développement durable tout en s'adaptant à la nature de son territoire. Son bon fonctionnement dépend généralement d'une implication des habitants.

Le fort est aussi socialement très connecté : il existe un site internet dont l'utilisation est semblable à celle d'un forum, uniquement consacré et centré sur la vie du fort. Petites annonces, services, commerces, organisation d'un tournoi de basket, garde d'enfants, objets trouvés, dons, entraide... rythment et structurent le site qui devient l'extension naturelle de la vie collective du Fort.

Les éco-quartiers fleurissent ainsi un peu partout et font office de laboratoires pour tester de nouvelles typologies de vie urbaine. Il faut cependant noter que les pratiques expérimentées dans des éco-quartiers sont pour le moment relativement coûteuses ou difficiles à mettre en place à grande échelle et ne peuvent pas encore s'appliquer de façon globale sur un territoire urbain.

Créons-nous, encore une fois, des quartiers réservés à un certain type de population ?

En terme d'urbanisme, les villes européennes remettent déjà en question leur politique face au problème des banlieues urbaines dans lesquelles des quartiers, principalement résidentiels, sont isolés du reste de la ville. Ces espaces, coupés des réseaux, peuvent installer un sentiment d'exclusion, jusqu'à être qualifiés de *ghettos* dans l'argot urbain. Terme désignant à l'origine un quartier réservé ou imposé aux Juifs et qui a aujourd'hui une connotation péjorative plus générale de ségrégation sociale, s'appliquant à des quartiers dans lesquels se concentrent des minorités culturelles, religieuses ou ethniques. De par les imitations imposées par l'échelle du quartier, les éco-quartiers, accueillant principalement des populations aisées, posent aussi la question de la *ghettoïsation* des villes. Car la ghettoïsation contemporaine peut aussi concerner

une population qui *fait le choix* de s'exclure. On voit notamment apparaître de plus en plus en Europe des *gated communities*, généralement sous forme de quartiers pavillonnaires fermés par des grilles dans lesquels ses habitants viennent se « protéger des dangers de la vie urbaine. » Aussi, il ne serait pas nécessaire de créer, via des prétextes de quartiers expérimentaux, davantage de clivages dans des villes déjà fragmentées. Le tout est d'utiliser cette échelle laboratoire dans une réelle ambition de faire rayonner les solutions qui en ressortent à l'échelle globale de la ville. Passer progressivement de l'éco-quartier à l'éco-cité.

Exclusion, renfermement,... le quartier agit-il comme élément perturbateur d'une certaine unité urbaine ?

Si l'on attribue souvent aux quartiers des qualificatifs pour les caractériser (quartier populaire, quartier bourgeois, quartier branché, quartier gentrifié, etc.), on se demande plus rarement si les habitants adhèrent au qualificatif plaqué sur leur quartier et indirectement sur eux-mêmes. [53]

Il est vrai que, parce qu'on le choisit – ou qu'il s'impose à nous – de par nos modes de vie et qu'on se l'approprie de la même façon, le quartier est un objet identitaire qui participe à la reconnaissance de la personnalité de l'habitant vis à vis de ses concitoyens. Mais, ce territoire étant lui-même attribué d'une identité, il peut rapidement devenir un objet stigmatisant pour ses habitants. On peut alors se demander si tous ces qualificatifs ne mettent pas en exergue les différences et les clivages, participant ainsi à une fragmentation de la ville.

53. **Le quartier**, Marie-Hélène Bacqué, France Guérin-Pace, Jean-Yves Authier, (sous la direction de), Éd. La découverte, 2006 p.151.

L'écrivain et poète Guy Debord a longtemps étudié un principe de déambulation urbaine visant à appréhender la ville et en relever les changements d'ambiances au sein des quartiers et des rues, qu'il théorisa sous la notion de *dérive urbaine*. L'architecte français Frederic Sotinel, dans son essai *Itinéraires urbains et photographie*^[54], analyse le travail de Guy Debord et rappelle que la pratique du poète était destinée à réduire les écarts d'ambiances notées dans les différents quartiers jusqu'à aboutir à leur suppression complète. Mais pour l'architecte, quelle qu'en fut l'intention, les représentations qu'elle révèle transcrivent une image discontinue et morcelée de la ville, comprise comme une succession d'ambiances.

Ces identités urbaines, multiples, sont-elles ce qui *fait* ou ce qui *défait* la ville ?

C'est là le propre des questions d'urbanisme contemporain : Trouver un juste milieu favorisant une diversification sociale et culturelle de la ville et de ses quartiers, tout en permettant échange et mélange au sein de ces espaces. Aussi faut-il tester, expérimenter, éprouver... du quartier à la ville.

54. *Architecture/ Perception /Urbain, Itinéraires urbains et photographie*, p.191.

par leur posture, du pouvoir, de l'activité, à la fois une expression physique de sa crainte et l'attente de l'autre, de l'alternative, de l'utopique, de l'avenir. »

Ignasi de Sola Morales « Terra, aigua »

« Il faut considérer le terrain vague comme de l'étendue indéterminée riche de possibles. »

François Beguin, « Vagues, vides, verts »

« Si l'herbe est plus verte dans le jardin de ton voisin, laisse-le s'emmerder à la tondre. »

enfants aux mêmes le soin de choisir leur espace, de se l'approprier parfois, et d'en définir les lois.

Jean Louis Langlais, « Enfants, à vous de jouer ! Terrains d'aventure ».



« Un jardin, même tout petit, c'est la porte du paradis. »

VILLE,
ESPACE COMMUN

Après avoir tenté de définir la ville – l’urbain – d’aujourd’hui dans sa territorialité, on ne peut que remarquer qu’il nous est impossible de dissocier la ville de ses habitants. On notera d’ailleurs, qu’à l’origine, le mot « ville » vient de la combinaison des termes latins « *urbs* » et « *civitas* » : « *urbs* » désignant la cité et « *civitas* » évoquant la citoyenneté, c’est à dire l’ensemble des citoyens qui constituent la ville, terme qui finira par désigner tout autant le territoire occupé par cette communauté que la communauté en elle-même. En grec ancien, cette même « *civitas* » est nommée « *polis* », qui donnera le mot « politique ». Dans la Grèce antique, les « *politai* » (citoyens) étaient ainsi les acteurs de la vie politique. Rappeler cette étymologie nous permet de souligner à quel point la ville est, depuis toujours, *faîte par* les citoyens qui l’occupent et que son architecture s’est articulée autour de cette vie en communauté et de sa politique. La culture urbaine est avant tout une culture du *vivre et construire ensemble*.

« La culture de la ville est faite de la présence de nos semblables et des représentations de nos relations avec eux. Habiter la ville, c’est s’inscrire dans cette relation spéculaire qui consiste à reconnaître dans l’autre son *civis*, son concitoyen, dont la présence, finalement, représente une garantie de notre propre présence et de notre propre existence sociale dans l’espace de la ville. »^[1]

On l’évoquait déjà dans *Le retour du quartier*, les relations qui interviennent dans les populations urbaines sont aujourd’hui – à l’image de leurs territoires – distendues, et ont parfois même disparu. Il semblerait cependant qu’il existe aujourd’hui une réelle prise de conscience de l’actuelle « évaporation » des liens sociaux, une affirmation qu’ils sont l’essence même de la vie urbaine et qu’il est important de les conserver, si ce n’est les recréer. Jean-Christophe Bailly rappelle l’importance de l’unité urbaine^[2] en évoquant la théorie d’Aristote selon

1. *Le sens de la ville*, Bernard Lamizet, Ed. L’Harmattan, 2003, p.21.

2. *La phrase urbaine*, p.71.

laquelle l'unité de la ville ne tient pas à ses remparts mais à une amitié, *une philia*, liant les membres de la communauté politique que forme ou doit former la cité. Partage, collectif, sont des valeurs qui ressurgissent pour répondre à un besoin : nos vies égo-centrées réclament du lien social. De la chaleur humaine. Mais surtout, plus que jamais, nous prenons conscience que c'est à travers une construction collective que nous pourrons assurer un fonctionnement démocratique de notre société. Il est temps de vivre à nouveau notre citoyenneté en tant que collectif et acteurs de notre vie politique.

L(es) espace(s) public(s).

L'espace public provoque et concrétise la rencontre entre l'individu et son *civis*. Pour Thierry Paquot, *L'espace public* évoque le lieu du débat politique, ainsi qu'une pratique démocratique, une forme de communication et de confrontation des opinions, tandis que *les espaces publics* désignent les endroits accessibles aux publics. Il inclut dans ces derniers le réseau viaire et ses à-côtés (rues, parcs, jardins...) qui permettent le libre mouvement dans le double respect de l'accessibilité et de la gratuité.^[3] Aussi, dans ce chapitre, de la même façon nous distinguerons les deux termes et nous intéresserons davantage aux espaces publics.

On pourrait dire que *L'espace public* est la rencontre de la sphère privée et de la sphère publique qui prend la forme d'un *concept*, tandis que *les espaces publics* matérialisent la liaison entre le logement et le dehors. Qu'ils soient physiques ou virtuels, ces espaces sont les intermédiaires entre l'individu et ses *civis*.

« Ces espaces publics [...] mettent en relation, du moins potentiellement, des gens, qui s'y croisent, s'évitent, se frottent, se saluent, conversent, font connaissance, se quittent, s'ignorent, se heurtent, s'agressent etc.. [...] C'est dans les espaces publics que le soit éprouve l'autre. »^[4]

Les espaces publics permettent ainsi une forme « saine » de rencontre car, publics, ils représentent une sorte de « terrain neutre » qui n'empiète pas sur le territoire de l'un ou l'autre des protagonistes de la rencontre. On entendra par « saine » non pas une forme apaisée ou cordiale, car il est évident que la rencontre peut être source de conflit, mais pour laquelle

3. *L'espace public*, Thierry Paquot
La découverte, 2015, p.3.

4. *L'espace public*, p.7.

il existe une certaine égalité du statut des individus vis à vis de l'espace. Par ailleurs, ces espaces accueillent des événements publics qui ponctuent spatialement et temporellement la vie urbaine sous forme de fêtes de toutes sortes, festivals, événements sportifs... mais aussi de manifestations politiques et jouent ainsi un rôle notable dans la conception de la société.

Ces espaces nous permettent de sentir que nous faisons partie de la société, mais ils sont aussi nécessaires pour l'assurance d'un fonctionnement démocratique. Mais nos espaces publics sont-ils vraiment publics ? Fonctionnent-ils vraiment *dans le double respect de l'accessibilité et de la gratuité* ?

Font-ils toujours de nos villes des espaces ouverts et favorables à des pratiques démocratiques ?

Des espaces publics pas si publics.

Depuis les années 80-90, on assiste à une privatisation de la ville par l'essor d'une forme de branding ^[5] du paysage urbain décrit par Naomi Klein dans son ouvrage No Logo. L'auteure y souligne que l'ironie de notre époque est que, en même temps que la rue est devenue la denrée la plus demandée de la culture publicitaire, la culture de la rue se voit elle-même prise d'assaut. ^[6] Car dans les années 90, alors que des mesures policières sont mises en place contre les graffitis, l'affichage ou encore l'art de rue, il se dessine paradoxalement un phénomène de branding de quartiers voire de villes entières. Aussi depuis quelques décennies – et nous reviendrons plus tard sur ce point – via des pratiques de marketing agressives et la complicité des autorités locales, le secteur privé monopolise le langage urbain. Mais la privatisation des villes ne s'arrête pas là : aujourd'hui, c'est une confiscation totale de l'espace urbain qui se profile.

« Des morceaux de ville de plus en plus étendus deviennent la propriété de sociétés privées, qui les contrôlent, les gèrent avec des polices privées et une vidéo-surveillance 24 heures sur 24 et qui condamnent désormais de nombreuses attitudes. Elles interdisent des activités a priori inoffensives comme le skate-board ou le roller, mais aussi de manger ou de boire

5. Le terme de *branding* désigne généralement une logique d'action marketing ou publicitaire qui cherche à inscrire une marque dans l'esprit du consommateur. Dans l'espace public, le branding se traduit par l'envahissement des espaces «vides.» (Façades, abri-bus..)

6. No Logo, Naomi Kelin, J'ai lu, 2000, p.369.

dans certains lieux, de filmer, de photographier, mais pire encore, proscrivent toute protestation politique. »^[7] Ainsi commence le reportage Mainmises sur les villes diffusé sur la chaîne ARTE en septembre 2015. On y apprend notamment qu'à Londres, à l'automne 2011, le mouvement des indignés *Occupy London Stock Exchange* souhaitait protester en s'installant sur une place située devant la bourse de Londres, au cœur de la City londonienne. Mais c'était sans compter sur le fait que cet espace était désormais privatisé par les géants de la finance, alors en droit d'interdire toute manifestation. Les militants ont ainsi été refoulés et contraints de s'installer sur la place de la Cathédrale St-Paul, devenu le seul espace public réel de toute la City. Anna Minton, auteure et journaliste britannique, s'alarme et explique qu'aujourd'hui, la ville de Londres est une série d'enclave d'espaces privatisés et contrôlés par le privé : *« Les rues de Londres n'ont pas toujours été publiques. Au début du 19e siècle, elles étaient entourées de protections de haute sécurité et le grand public n'était pas autorisé à y pénétrer. C'est seulement lorsque la démocratie locale a eu plus de pouvoir qu'il y a eu d'énormes protestations publiques contre le cloisonnement de ces espaces. Et ce que l'on observe en ce moment à Londres et dans d'autres villes de Grande-Bretagne, c'est que cette difficile victoire démocratique est en train de régresser. Les gens ne savaient rien de cette privatisation en cours, bien sûr, qui allait leur dire ? Nous avons donc glissés insidieusement vers cette privatisation de l'espace public, tel des somnambules. »*^[8]

En effet, aujourd'hui en Europe, on assiste à une confiscation progressive des espaces publics et par là, de *L'espace public*. Ce phénomène se traduit notamment par l'arrivée des BID^[9] ou par le rachat de quartiers par des géants du commerce.^[10] La ville cède aux privés des places, des rues voire des quartiers entiers. Cette formule est très avantageuse pour les municipalités, qui cherchent à tout prix à faire des économies : elles vendent un terrain dont elles n'auront plus à s'occuper, et dont l'entretien est assuré. Car les sociétés privées qui les rachètent y implantent des commerces et y louent des logements, faisant de l'entretien

7,8. **Mainmises sur les villes**, introduction, Arte, sept.2015.

9. Les BID, Business Improvement District permettent aux commerçants d'un quartier de décider ensemble des aménagements à faire dans cet espace (entretien des rues, marketing urbain, police privée) en contrepartie d'une taxe.

10. À Hambourg, l'enseigne Ikéa s'installe pour la première fois en centre ville, en échange du rachat et de l'entretien de la place et rues alentours.

de ces espaces leur premier intérêt afin d'encourager le commerce et la hausse des loyers, engendrant plus de profit. Des morceaux de ville sont ainsi rachetés, aménagés, entretenus par des opérateurs privés qui y imposent leurs règles, leur police privée, leurs interdits. Par ces règles ils choisissent les populations qui parcourent ces espaces : l'habitant devient unique consommateur. Les sans-logis sont dans l'incapacité de trouver refuge dans ces espaces, autrefois publics, qui les bannissent aujourd'hui. La rue ne nous appartient plus. La question qui se pose alors, et nous y reviendrons plus tard, est la suivante :
A qui appartient la ville ?

La qualification d'espaces publics pour des centres commerciaux ou galerie marchande pose déjà, depuis longtemps, la question de la limite entre espaces privés et publics. Dans ce même entre-deux, on trouve les cafés et les bars, qui accueillent l'expression de l'espace public dans des propriétés privées. Thierry Paquot parle du café comme un lieu d'échanges, de débats et rappelle que les premiers syndicats ont vu le jour dans les réunions ouvrières du « café du coin » et pointe également le fait que nombres d'associations ont comme siège un café ou un bar. ^[11] Cependant, il fait le constat que cette pratique se perd au profit d'une simple fonction ludique : bar et cafés deviennent simples lieux de sortie et de rencontres. « *Lieu de sociabilité, le café demeure une balise dans l'océan agité de la grande ville. Quant aux débats d'idées et aux rêves d'une autre société, ils ont abandonnés la place aux "blagues de comptoir" et se sont réfugiés sur la toile (le Web), ouverte vingt-quatre heures sur vingt-quatre, disponible à chaque instant, pourboire compris !* » ^[12] On remarque en effet que le débat public utilise aujourd'hui Internet comme espace public. Il devient l'un des principaux lieux d'échange et de débat, comme en réponse à la confiscation des espaces publics urbains « physiques ». À une époque où le numérique fait partie intégrante du paysage urbain, qu'est-il capable de nous apporter en terme de sociabilité urbaine ?

Le vivre ensemble à l'ère du numérique.

Dès lors qu'un changement majeur s'opère dans nos modes de vies, le réflexe populaire est la méfiance, l'inquiétude, le rejet... C'est évidemment le cas face à l'émergence massive des technologies numériques. La corrélation avec une attitude individualiste répandue pose notamment la question

11,12. *L'espace public*, p.45.

de leur impact sur notre sociabilité. On l'observe tous les jours, la tendance est à une paradoxale hyper-connexion des individus sur leurs téléphones mobiles et autres appareils connectés parallèlement à une déconnexion de l'environnement social. Physiquement, l'espace numérique individuel de chacun peut sembler agir tel un champ de force repoussant tout autour de l'utilisateur, isolé de la matérialité de l'espace qui l'entoure alors. *Il est dans sa bulle.*

Aussi l'heure est à la crainte d'un renfermement des individus sur eux-mêmes et de la création d'une *solitude collective*.

Pour autant, bien que ce phénomène de repli soit indéniable, j'ai eu l'occasion de noter, au cours de mes recherches sur l'urbain contemporain, le potentiel immense de ces technologies en terme de cohésion sociale. Pour contrer un repli individuel, il serait, à mon sens, question non pas de rejeter ces technologies, auxquelles nous ne pouvons plus échapper, mais bien d'en proposer une utilisation qui *laisse place* au collectif.

On a commencé à l'aborder à propos du réseau social *Peuplade*, une certaine utilisation de ces technologies peut participer à multiplier et diversifier les interactions sociales. Il s'agit d'expérimenter de nouvelles formes de relations sociales, hybrides à leur tour. Cependant, ce n'est pas une idée récente, et lorsque le créateur de *Peuplade* annonce dans une interview :

« On fait le pari que le digital va permettre de nouveaux rapports sociaux ! »^[13], il me semble important de faire d'abord un bref rappel sur les débuts d'Internet. En effet, il ne faut pas oublier que ce « pari » était déjà l'un des idéaux qui transparaissait dans les premiers usages du réseau Internet. A travers son ouvrage *Aux sources de l'utopie numérique*^[14], Fred Turner démontre comment la culture hippie a façonné l'utilisation d'Internet. Il rappelle notamment que c'est Stewart Brand qui, dès 1985, crée la première « communauté virtuelle », *The Whole Earth 'lectronic Link*^[15], avec comme ambition d'offrir un nouveau territoire aux communautés hippies. S'il est surtout question de partage des savoirs et de libérer la circulation de l'information dans ce nouveau réseau, il est aussi question de créer de nouveaux rapports sociaux : par le fait même d'utiliser le réseau Internet, se crée le sentiment d'appartenir à une communauté et les possibilités de rencontre sont décuplées.

13. *MetroNews*, <http://www.metronews.fr/paris/peuplade-fr-le-premier-reseau-social-de-quartier-debarque-a-paris/mocr!r0jdtK7qvAxRk/>

14. *Aux sources de l'utopie numérique : De la contre culture à la cyberculture*, Fred Turner, C&F Éditions, 2013.

15. *The Whole Earth 'lectronic Link* (WELL),

En 1996, Michael Hauben publie Netizens : on the History and Impact of Usenet and the Internet*. Il crée alors le néologisme *Netizen*, une combinaison des termes anglais « Net » (Internet) et « citizen » (citoyen), traduisant l'idée d'une *citoyenneté de l'Internet*. Dans le Chapitre 1, il débute ainsi la préface : « *Bienvenue dans le vingt-et-unième siècle. Vous êtes un Netizen (un citoyen du net), et vous existez en tant que citoyen du monde grâce à la connexion globale qui rend possible le fonctionnement du Net. Vous considérez tout le monde comme votre compatriote. Vous vivez physiquement dans un pays mais vous êtes en contact avec une grande partie du monde via votre réseau internet sur ordinateur. Virtuellement, vous êtes voisins de chacun des autres Netizen du monde. La séparation géographique est remplacée par une existence dans un même espace virtuel.* » [16]

Dans la suite de la préface, on comprend que Michael Hauben, voyait aussi en cette « culture de l'Internet » la possibilité d'un monde plus démocratique, avec plus de connexions entre les individus, des rencontres possibles entre personnes vivant aux antipodes, et surtout avec une circulation de l'information qui ne serait plus régie par un système de *top-down*. Qu'en est-il de « l'Utopie Internet » aujourd'hui ? Est-il toujours question que le numérique accompagne le développement d'une vie plus collective et plus démocratique dans l'urbanité contemporaine ?

Le réseau Internet est un système unique qui connecte des milliers de cultures différentes et dont tout repose sur la mise en réseau. Sur le *partage*. Les communautés virtuelles en réseau, que l'on appelle communément « réseaux sociaux », facilitent la création de nouveaux groupes et réseaux d'individus sans contraintes spatio-temporelles. L'interactivité y est instantanée, fluide et donc spontanée. L'échange est facilité, les rencontres également. Des milliers d'individus peuvent se rassembler virtuellement en un même espace. Lorsque l'on utilise Internet aujourd'hui, on constate très rapidement que le partage est toujours la valeur essentielle de cette culture numérique. Partage des idées, des opinions, mais surtout du savoir. En effet, le partage du savoir intellectuel est au coeur du système Internet. Le réseau est inondé de podcasts radiophoniques, de reportages, d'articles, etc. Les films, livres, documents sont proposés au téléchargement, *mis en partage*, par les internautes eux-mêmes. Quant au partage du savoir-faire, il est à l'origine de l'explosion du nombre de tutoriels en ligne, de blogs en tous genres.

* *Citoyens du Net: Histoire et impact des usages d'Internet*

16. Traduit de l'anglais.
<http://www.columbia.edu/~rh120/ch106.x01>

Des plateformes entières sont consacrées au recensement d'astuces de *Do It Yourself*^[17] tandis que d'autres permettent de proposer ses talents entre « voisins » d'une même ville. Mais de plus en plus, nous mettons à disposition, au delà de nos savoirs, nos biens : Les plateformes de prêt et partage des biens se multiplient sous forme de sites web dédiés au covoiturage, à la location ou au prêt de matériel. On partage sa voiture, sa perceuse, sa machine à laver.

La culture du libre et de l'*open source*^[18] participent également activement à la reconnaissance d'un autre fonctionnement que celui mis en place par nos sociétés capitalistes.

Si l'on constate par ces exemples d'usages une certaine libération de la circulation de l'information ainsi qu'un potentiel immense en terme de rencontres et d'échanges, qu'en est-il de la possibilité d'un monde plus démocratique envisagée par Michael Hauben en 1996 ? S'est-elle concrétisée à travers ce que l'on appelle aujourd'hui *l'e-démocratie* ?^[19]

L'e-démocratie tend à recréer, via le numérique, des liens plus directs entre institutions et citoyens en offrant un moyen d'expression non contraint par l'espace et le temps. Serait-ce l'agora du vingt-et-unième siècle ? Le dictionnaire La ville et l'urbain^[20], rappelle que « *L'agora est un terme grec qui désigne la population rassemblée en un même endroit. L'agora grecque n'était pas une parcelle territoriale, une place avec une structure géométrique bien définie, mais une réunion publique pour débattre ensemble des affaires de la Cité.* » Il est ensuite précisé qu'il est donc possible d'imaginer une agora virtuelle, c'est-à-dire « *a-géographique, utilisant les "nouvelles technologies" de communication.* » Le journal La Gazette des communes qualifiera d'ailleurs d'« agora des temps moderne »^[21] un projet du département de l'Oise, qui a mis en place en 2009 son propre réseau

17. *Do it yourself* (DIY) est une appellation, dont la traduction française serait «Faites-le vous-même».

18. La désignation *open source*, «code source ouvert» en français, s'applique aux logiciels dont la licence respecte les possibilités de libre redistribution, d'accès au code source et de création de travaux dérivés. Un logiciel libre est un logiciel dont l'utilisation, l'étude, la modification et la duplication en vue de sa diffusion sont permises, techniquement et légalement

19. La cyber-démocratie ou e-démocratie consiste en l'utilisation d'Internet pour développer la démocratie, en se servant de sites web comme support des informations, des débats et des processus de décisions démocratiques. La cyber-démocratie cherche à répondre à un idéal démocratique dans lequel tous les citoyens seraient des participants égaux aux propositions, aux créations et à la mise en œuvre des lois.

20. p.9.

social de proximité ouvert aux échanges entre usagers, associations et élus. Par cette action, le département souhaitait donner les moyens aux citoyens du département de partager et de mettre en lumière des initiatives locales. Pensé pour ne pas enclaver les projets dans le département, le réseau ne se coupe pas du monde extérieur en permettant notamment aux internautes déjà inscrits sur *Facebook* de relier leurs profils sur le même identifiant, incluant ainsi le réseau dans d'autres réseaux et permettant la visibilité et le relai de projets hors département. Cependant, la consultation numérique peut aussi donner un sentiment d'être lu, entendu, qui n'est pas toujours effectif et dont la réalité se rapproche parfois plus d'une publication se perdant dans le néant d'Internet. Le concept d'e-démocratie soulève aussi la question de la fracture numérique.^[22]

En effet, ces systèmes s'adressent à une population qui a accès à Internet mais surtout qui en connaît bien l'utilisation. Or, bien qu'aujourd'hui plus de quatre français sur cinq ont accès à Internet, il faut prendre en compte le fait que nombreux sont ceux qui ont des difficultés à l'utiliser. De plus, peu d'utilisateurs ont le réflexe de *chercher l'information* ou de participer à ce type de démarches. Cela questionne la capacité de ces outils numériques « à usage démocratique » à être représentatifs de l'opinion publique. On peut également se demander s'ils ne creusent pas d'avantage les inégalités sociales en excluant les foyers les plus précaires ou les moins instruits du débat politique. Par ailleurs, on notera que des plateformes non institutionnelles facilitent un usage horizontal d'Internet, avec la capacité de faire masse sans hiérarchie, que permettent certainement moins ce type d'outil créés par des représentants du pouvoir politique, rappelant à l'utilisateur les statuts d'autorité. Pour finir, on peut souligner que la finalité de ces débats laisse les décisions dans les mains des représentants politiques.

La communication comme fondement de la société.

Qu'elle soit définie physiquement ou virtuellement, l'agora contemporaine peut prendre des formes multiples mais reste pour Bernard Lamizet le lieu où tous les conflits qui sont l'essence de la sociabilité parviennent à la connaissance de tous pour être mis en scène et actualisés sous les yeux

21. *La Gazette des communes*, 2011, <http://www.lagazette-descommunes.com/76891/e-democratie-quand-collectivites-et-citoyens-dialoguent-sur-les-reseaux-sociaux/>

22. Fracture numérique

de tous.^[23] Elle se trouve être un fondement essentiel de notre société en sa capacité à engendrer le débat public et c'est cette particularité qui, immanquablement, fait d'elle – et des espaces publics – des lieux de friction. N'est-ce pas d'ailleurs dans son aptitude à être un lieu dans lequel surgissent et apparaissent au grand jour les conflits institutionnels et politiques, les conflits d'acteurs et les conflits de personnes, les conflits d'idées et les conflits de représentation, qu'elle nous offre les bases d'un système démocratique ?

« C'est bien parce qu'elle est le lieu de conflits que la ville est un lieu de langages et de représentations qui les mettent en scène et leur donnent une consistance symbolique propre à faire l'objet d'une communication et d'échanges entre les habitants. »^[24]

Julieta Leite soutient également que la réalité sociale est le monde dont nous faisons parti et que nous partageons avec d'autres par diverses formes de médiation, y compris l'information et la communication numérique.^[25] Aussi, notre vie collective se joue entre partage et médiation et fait de la communication l'élément clef de la vie en société. Finalement, si l'on admet que L'espace public *est constitué, structuré, dans sa dimension culturelle et anthropologique, par la langue qui s'y parle et qui s'y diffuse*.^[26], on peut considérer que vivre ensemble notre urbanité et partager l'espace public est donc, avant tout, une affaire de langage.

« Dans la communication, je parle à l'autre des choses que je vois, que je perçois dans l'espace où nous nous trouvons, et que je peux nommer, avec lui, dans la langue que nous partageons, et qui se parle dans cet espace même où nous nous trouvons. »^[27]

Ainsi c'est le langage qui nous permet de définir et d'expérimenter ensemble l'espace urbain. Par la langue parlée, orale, mais aussi, bien sûr, écrite. Dès l'Antiquité, ville et écriture ont un lien très fort car, avec la généralisation de l'alphabet latin, les actes écrits se multiplient. Ainsi, les enseignes, l'affichage public, les réclames, tracts, graffitis,

23,24. Le sens de la ville, p.13-14.

26,27. *Le sens de la ville*, P.9-10.

25. *Médiations technologiques dans l'espace urbain contemporain*, Julieta Leite, <https://www.cairn.info/revue-societes-2011-1-page-115.htm#no14>



contribuent à « lire » la ville.^[28] Dans l'espace urbain contemporain, de la même façon, tout est à lire. A la liste que l'on vient d'évoquer s'ajoutent signalisation institutionnelle, éléments d'orientation en tous genres, mais aussi tous les codes qui permettent de lire la ville au sens de la comprendre :

les signes de la ville.

De l'affichage au mobilier urbain, de la devanture de magasin à la ligne blanche d'un stop, de l'agent municipal au kiosque à journaux, du courant d'air de la bouche de métro au bruit des klaxons..., multiples, les signes de la ville sont tous ces indices qui nous signalent notre présence en ville et nous permettent de *lire* notre environnement.

Peut-on dire que la ville possède son propre langage ? Sans doute, si l'on s'en réfère à la définition du langage comme *tout système structuré de signes remplissant une fonction de communication*.^[29] Jean-christophe Bailly – et comme il le rappelle, d'autres avant lui – va plus loin en formant l'hypothèse que la ville serait elle-même un langage : *une langue que l'on apprend et que l'on parle*.^[30] Bernard Lamizet considère quant à lui que trois objets des sciences de l'information et de la communication structurent ce langage en s'inscrivant dans l'espace : Le parcours, la diffusion et le réseau.^[31]

Pour lui, le parcours est le processus par lequel, en allant de lieu en lieu dans l'espace de la ville, on se l'approprie en le reconnaissant et en lui donnant du sens. Il l'envisage à pied, forme qu'il décrit comme la seule façon de découvrir pleinement une ville. En effet, lieu d'échanges de flux, l'espace urbain est un espace non-statique, un espace de circulation.

Pour l'éprouver et le comprendre, il est nécessaire d'y circuler. Le parcours urbain est donc le vécu et l'apprentissage du langage de la ville par la perception de l'espace et des signes qui nous entourent. Comprendre ces signes et les apprivoiser nous permet de reconnaître l'espace dans lequel nous évoluons en société afin de savoir y interagir et y communiquer avec nos concitoyens. Mais c'est aussi un moyen d'accéder à l'information.

Car c'est en parcourant la ville à pied que l'habitant se confronte à l'affichage public, aux tracts, flyers, journaux gratuits... C'est en se baladant dans les rues et en fréquentant des lieux de sociabilité tels que les cafés qu'il entendra des bribes de conversations, des ragots, des opinions... autant d'éléments

28. *Ville, Architecture & Communication*, p.13

30. *La phrase urbaine*, P.20.

31. *Le sens de la ville*. P.11

29. Langage, www.Larousse.fr

qui lui permettront de faire partie de la vie de sa société. Cependant, et on y reviendra, parcourir la ville c'est aussi apprendre à *lire* ce langage et se forger une opinion propre. C'est savoir se protéger du marketing publicitaire ou politique qui assaille le passant lors de son parcours et apprendre à choisir de quelle type d'information on souhaite être le récepteur. Sur Internet, de la même façon, les informations qui viennent à nous « sans effort » sont issues des médias qui nous *ciblent*, notamment comme consommateur. L'environnement numérique est lui aussi rempli de publicité et d'intox. Aussi, est-il nécessaire de le *parcourir*, pour accéder à une plus large palette d'informations, les recouper et jouer de son esprit critique. On notera d'ailleurs que le champ lexical d'Internet utilise les termes de *navigation*, *destination*, *flux*, *adresse* et de *parcours* d'une page internet. Le mouvement, le parcours, qu'il soit physique ou virtuel, permet de s'émanciper d'une vision imposée de notre espace et de comprendre et s'approprier celui-ci par notre propre vécu.

La diffusion, quant à elle, est *l'action de porter une nouvelle, une idée, à la connaissance d'un public, en particulier par la radio, la presse, etc.*^[32] On parle donc ici de l'ensemble des médias qui forment les systèmes de communication nécessaires à la vie urbaine. Qu'on parle de télévision, journaux, radio, affichage public, institutions scolaires, tracts, manifestations publiques ou encore de conversations de comptoir, les médias – sous toutes leurs formes – ont pour fonction, dans l'espace public de la sociabilité, de proposer aux habitants de la ville des formes communes de médiation^[33] et de diffuser informations, savoir et connaissances. Les moyens de diffusion servent d'intermédiaires, entre le citoyen et sa société. Ils participent à la construction d'un *Espace public*, correspondant à la publicité d'une conviction privée qui participe à l'élaboration d'une opinion publique.^[34] Mais ces moyens de diffusions peuvent aussi faire du citoyen un récepteur passif d'informations standardisées.

Prenons l'exemple de la presse, média fondamental de la vie urbaine : si la presse écrite est apparue vers 1600, elle était généralement clandestine. Ça n'est qu'en 1631 qu'en France, le premier journal légal fit son apparition. Mais cette légalité eu le prix de la liberté et marqua le début d'une presse policée, utilisée pour diffuser les règles d'une « bonne urbanité »

32. *Diffusion*, www.Larousse.fr

34. *Ville, Architecture & Communication*, p.20.

33. *Le sens de la ville*, p.21.

et façonner l'opinion publique. En opposition apparaîtra peu à peu une presse parallèle, parfois anonyme, destinée à donner accès aux informations passées sous silence et dévouée à l'*usage du peuple*. Cette presse jouera notamment un rôle important dans les mouvements révolutionnaires. Ce ne sera finalement qu'en 1789 qu'apparaîtront les premiers fondements d'une certaine liberté de presse, dans l'article 11 de la Déclaration française des droits de l'homme et du citoyen^[35] : « *La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre à l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi.* » Mais la question d'une presse vraiment libre se pose à partir du moment où elle est financièrement dépendante de la publicité pour fonctionner. De plus, les journaux – qu'ils soient de presse, de télévision ou de radio – sont aujourd'hui rachetés par de grands groupes privés pour lesquels l'information a une valeur économique s'évaluant notamment par son niveau d'audience. L'information n'est envisagée à la diffusion qu'en terme de *produit rentable*.

« Les transformations économiques qui affectent le secteur de la presse tendent à gommer les opinions [...], à dépolitiser le citoyen réduit au rôle de consommateur de presse, sans conscience critique, sans désir de jugement, sans volonté de débattre. »^[36]

Ainsi, si en lui donnant un langage et des modes d'expression et de représentation, les médias donnent du sens à la ville,^[37] ils peuvent aussi participer, de par l'énorme pouvoir d'influence qu'ils exercent sur la population, à donner à la ville le sens promu par ceux qui les manient. Finalement, la diffusion, indissociable des systèmes de communication, est aussi ce qui en fait la fragilité, car c'est ce processus qui laisse place à la fabrication et à la circulation de rumeurs, de fausses informations, de propagande, pouvant ainsi fausser la communication et faire d'elle un outil de manipulation publique.^[38] Dans Le sens de la ville, l'auteur souligne cependant que l'espace de la ville accueille aussi les lieux de spectacles et les institutions de la communication comme

35. La *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, établie en 1789 lors de la révolution française, énonce l'ensemble des droits naturels individuels et les conditions de leur mise en œuvre.

36. *L'espace public*, p.17

37. *Sens de la ville*, p.21.

38. *L'espace public*, p.32.

les théâtres, les bibliothèques, les librairies, les galeries d'art... Autant de lieux qui tendent à faire de la ville un lieu d'accès à la culture, permettant de s'émanciper d'une « pensée unique ». Par ailleurs, l'ère du Big Data multiplie les possibilités d'accès à la connaissance et à la culture pour la population en même temps qu'elle offre d'avantage de canaux de diffusion aux puissances politiques et commerciales. Aussi, la difficulté majeure pour le citoyen contemporain est surtout de savoir faire le tri dans cette masse d'information.

« Trop d'infos tue l'info ! »

Enfin, on définira le réseau comme l'ensemble des connexions qui se créent entre tous les acteurs de la société, entre institutions et citoyens, entre habitants, et qui structurent la communication. Réseau et communication se nourrissent et se complètent l'un l'autre. Bernard Lamizet souligne entre autre que les habitants d'une ville n'ont d'autre identité politique que le pouvoir dont ils peuvent se prévaloir en le faisant reconnaître auprès des autres.^[39] L'ensemble du réseau lui reconnaît un statut et le fait exister. Les élus politiques n'ont, par exemple, d'autre statut que celui qu'ils se créent en faisant campagne et qu'on leur reconnaît par l'acte de communiquer notre opinion en votant pour eux. C'est donc la communication qui crée la position d'un individu dans le réseau social. L'importance du réseau dans la communication est exacerbée par la « culture internet » qui porte l'accent sur les réseaux sociaux en en créant de nouveaux, numériques, sur lesquels les informations circulent, alors désinstitutionnalisées. Mais le réseaux c'est aussi et surtout ce qui structure le langage de la ville dans sa capacité à connecter les individus, les émetteurs et les récepteurs de l'information. C'est ce qui fait le propre de la communication dans son sens premier de partage et d'échange, en opposition au simple fait d'émettre une information, qui suppose une action à sens unique. *Ainsi, le parcours donne corps à l'espace urbain, la diffusion l'unifie, et le réseau l'organise.*^[40] L'analyse de ces trois objets de la communication urbaine, avec les questions qu'elle soulève, amène à conclure que tout l'enjeu de la communication dans l'espace de la ville est de favoriser l'échange et le débat entre les citoyens à tous les niveaux. C'est cet enjeu qui fait de la communication à la fois la garantie et la fragilité de la démocratie. Pour ce faire, elle doit être articulée dès sa production, lors de sa diffusion et jusqu'à son accès et sa réception.

39, 40. *Sens de la ville*, p.13, p.11.



Ville comme langage et rôle du graphiste.

« La ville, par conséquent, le phrasé de la ville, ce serait cette phrase infinie que chaque passant à la fois rencontre et récite, ce serait l'ensemble désaccordé de tous ces fragments de ville et/ou de phrase, et l'accord de tous ces écarts, le mystère d'une tonalité, malgré tout, d'une tonalité locale, précise comme la somme d'inflexions qui forme les accents. » ^[41]

Ainsi la ville est un langage dans le sens où elle évolue comme une articulation de signes, de langues et d'accents qui s'entrecroisent, qui s'affichent, qui se comprennent, qui se parlent, qui se hurlent, qui se taisent, qui s'écrivent, qui s'ignorent. Un langage complexe qui fait face à l'abondance de signes de typologies différentes, parfois institutionnels, parfois mercantiles, parfois sauvages.^[42] Comment organiser ce langage ? Car, dès lors que nous communiquons, nous posons la question de cette articulation en tentant d'être audible ou lisible pour échanger avec nos interlocuteurs. Mais pour ce faire nous avons chacun nos représentations et nos symboliques propres. Comment alors faire de l'espace de la ville un espace lisible pour chacun d'entre nous ? Le graphiste, de par sa capacité à manier texte et image et à communiquer par ces mêmes outils, joue un rôle primordial dans l'expression du langage et de la communication urbaine.

Graphiste : n. masculin/féminin,
Généraliste de la forme visuelle, le graphiste dessine
« à dessein » – dans le cadre d'une commande – les différents
éléments graphiques d'un processus de communication. ^[43]

La signalétique, par exemple, articule le langage de la ville pour permettre au citoyen de se situer et de circuler dans l'espace. Mais plus largement, le graphisme a pour rôle *d'écrire* l'espace public, le rendre visible et lisible dans sa complexité.^[44] Car trop souvent dans l'espace urbain, les informations sont placardées, attendant d'être vues, lues, entendues, mais rarement d'être comprises. Rendre lisible l'information c'est rétablir la possibilité d'un échange et ainsi d'une communication.

41. *La phrase urbaine*, p.177.

43. <http://expositions.bnf.fr/graphis/definition01/ssindex01.htm>

42. <http://www.urbain-trop-urbain.fr/1%E2%80%9999ecologie-graphique-de-la-ville-et-sa-disparition/>

44. Ruedi Baur, dans *IntermédiaMagazine* n°1276/ du 10/12/14.

« Le plus souvent, les images et les mots s'adressent à des gens qui ne savent pas lire, s'installent alors des incompréhensions totales. L'école n'apprend pas à lire les signes et laisse le matraquage publicitaire visuel et virtuel, l'information comme spectacle, s'imposer aux enfants comme aux adultes. Cela rend quotidien et naturel l'ordre et la résignation des choses. Ceci contribue massivement à annihiler la formation d'une pensée critique. »^[45]

Mais communiquer, c'est aussi se positionner dans l'espace social en donner son avis, en s'exprimant. Le graphiste est en cela dans une position complexe : doit-il s'effacer au profit de son commanditaire ? Bien que la pratique du graphisme soit apparue pour accompagner l'industrialisation, et avec elle, la société de consommation, se mettant au service de la publicité et du marketing, il est question, depuis quelques décennies déjà, de remettre cette pratique au service d'une véritable communication. Favoriser la lisibilité de l'espace public, créer l'échange. Il me semble qu'il y a sans doute un équilibre à trouver, une articulation des différentes typologies de signes, un rapport de communication qui laisse le choix au citoyen d'être ou non le récepteur. Mais il y a surtout un réel rôle pédagogique à jouer de la part du graphiste envers ses commanditaires pour leur permettre d'intégrer l'espace urbain sans *l'étouffer*.

Finalement, médias, professionnels de la communication, politiques, habitants, citoyens... sont autant d'acteurs de la vie urbaine qui chaque jour en articulent le langage tandis que les acteurs de la construction urbaine donnent forme à l'écriture de ce récit. Un récit qui, au grès des transformations de l'espace urbain, se transforme, est parfois coupé, stoppé, repris, modifié, réécrit. Pour le sémiologue urbain Jean-Pierre Grunfeld, *les chantiers viennent rompre le fil du récit urbain pour mieux en ouvrir un nouveau chapitre*.^[46] Ainsi le récit de la ville vit et s'épanouit à l'occasion d'un temps fondamental : le temps du chantier.

45. **La lutte des signes**, Ne pas plier. Gerard paris-clavel, p.2.
<http://www.nepasplier.fr/pdf/citoyens-citadins/dialogue-avec-la-ville/lutte-des-signes.pdf>

46. Introduction de la bibliographie proposée par Jean-Pierre Grunfeld à l'occasion d'un workshop à l'ESADHAR en Février 2015.

LE TEMPS DU CHANTIER

« Une ville achevée est une ville morte.
La ville, c'est l'inachèvement perpétuel. »^[1]

La fabrique de la ville : pouvoirs et acteurs.

Si le chantier est le temps qui permet de construire la ville et en écrire le récit, il pose en amont la question suivante : de qui la fabrique de la ville est-elle l'affaire aujourd'hui ?

Pour Thierry Paquot, la fabrique de la ville est une affaire de l'État, des firmes du secteur du BTP, des praticiens de l'urbain et des élus.^[2] Il concède cependant que le rôle de l'État est moindre depuis quelques années en conséquence de la *décentralisation*. En effet, à l'application des lois Defferre de 1982, la décentralisation a amené l'État à transférer des compétences administratives vers des entités ou des collectivités locales distinctes de lui. Les collectivités territoriales jouissent de la personnalité morale, de moyens et de compétences propres,^[3] donc d'une certaine autonomie locale, pouvant amener les communes à rétablir un pouvoir local plus fort prôné par le premier ministre de l'époque, Pierre Mauroy. Cependant, s'il a été constitutionnalisé que les collectivités ont une autonomie et que l'État n'a *a priori* pas de droit de regard, l'État exerce bien un contrôle de légalité, effectué par la préfecture. De plus, la troisième phase de la décentralisation, débutée en 2014 et mise en œuvre actuellement avec la fusion des régions, semble davantage procéder à une recentralisation et éloigner à nouveau les citoyens des prises de décisions.

« Le contenu de la réforme lui-même, avec l'affirmation des métropoles notamment, consacre un transfert ascendant du pouvoir local, et par là accentue le phénomène

1. **L'inachèvement perpétuel,**
*Territoire, Aménagement-
Déménagements, Conférences 1997,*
Antoine Grumbach, Editions du
Pavillon de l'Arsenal, p.44.
http://www.antoinegrumbach.com/pdf/media/1997_linachevtPerp_Conf_arse.pdf

3. <http://www.vie-publique.fr/decouverte-institutions/institutions/collectivites-territoriales/principes-collectivites-territoriales/qu-est-ce-que-decentralisation.html>

2. **Ville, Architecture
& Communication,** p.9.

de mise à distance du citoyen. [...] Au final, l'acte III de la décentralisation dénote par son caractère...centralisateur. »^[4]

À l'occasion de son ouvrage Le Projet du projet, l'architecte Jean-Jacques Terrin étudie pour sa part les nouvelles relations entre public et privé dans la construction urbaine et remarque que, *depuis quelques décennies, le désengagement des pouvoirs publics, leurs difficultés économiques et les besoins d'investissement des entreprises ont mené à des accords entre les administrations, les organisations publiques ou collectivités d'une part et opérateurs privés de l'autre, avec pour conséquence l'entrée en lice d'organismes financiers dans les processus de projets.*^[5] Le secteur public rémunère ainsi un consortium privé pour prendre la responsabilité de la conception, de la réalisation et de la gestion d'un ouvrage ou d'une infrastructure urbaine, sous la forme d'un contrat de partenariat public-privé, appelé PPP. Si cela pose évidemment le risque de standardisation des projets et celui de préoccupations économiques prévalorisant sur les besoins des citoyens, Jean-Jacques Terrin souligne tout de même que les PPP, en tant que partenariats multi-acteurs, peuvent être envisagés de manière positive dans le cadre de nouveaux modes de collaboration, engendrant des processus de travail plus innovants pour assurer fiabilité technique et économique, répondant aux conditions financières restreintes des collectivités. Si ces positions peuvent porter à débat, la privatisation de l'espace urbain pose surtout la question de l'aptitude des collectivités locales à construire et organiser les villes. De plus, la réduction des capacités financières du secteur public a renforcé le poids de ces nouveaux acteurs qui y imposent désormais leurs règles. Il semblerait alors que la fabrique de la ville soit aujourd'hui l'affaire d'une alliance des pouvoirs publics et des acteurs privés ayant pour conséquence une confiscation de la politique et la mise à distance des citoyens des processus de construction de leur espace de vie.

« Le droit à la ville c'est décider de l'avenir du développement urbain, ce qui pose des questions politiques fortes sur la démocratie : qui a le droit de décider de l'avenir de la ville ? Est-ce que ce sont les habitants, une élite politique ou encore une élite économique ? »^[6]

4. **Médiapart**, <https://blogs.mediapart.fr/edition/le-leviathan-anthropophage/article/150714/reforme-territoriale-du-gouvernement-lacte-i-de-la-recentralisation>

5. *Le projet du projet*, p.74.

6. *Mainmise sur les villes*, 42:00.

* «droit à la ville» en français.

Le journaliste allemand Niels Boeing est membre du collectif *Recht auf Stadt*, (Droit à la ville) de la ville d'Hambourg. Le *Droit à la ville* est un concept issu de la pensée du philosophe et sociologue français Henri Lefebvre, qu'il théorisa dans son ouvrage du même nom en 1968. Cette notion exprime la nécessité de l'affirmation d'un droit à une qualité de vie urbaine et dénonce un urbanisme qui ne prend pas en compte les besoins sociaux et anthropologiques humains. Pour Niels Boeing, la réflexion du philosophe est toujours très actuelle et pose la question : « *À qui appartient la ville ?* » Le journaliste estime qu'aujourd'hui la ville n'appartient pas à ceux qui y habitent mais qu'elle appartient à des investisseurs, des propriétaires fonciers et des autorités, ayant pour conséquence que les seuls décideurs sont ceux qui possèdent le sol et le foncier. Aussi, il explique que la revendication du mouvement du *Droit à la ville* est de tout faire pour que la ville appartienne à tous et y introduire une nouvelle forme de démocratie, aspirant à « *une ville qui n'expulse personne par des loyers inabordables, une ville où chacun a son mot à dire, une ville accessible à tous.* »^[7] La dynamique du *Droit à la ville* resurgit comme une nécessité et accompagne depuis quelques années l'essor d'une implication citoyenne qui se concrétise un peu partout en Europe à travers des expériences à plus ou moins grande échelle. De nouvelles formes de gouvernances citoyennes voient le jour, comme une affirmation que, pour une ville durable, la fabrique urbaine doit (re)devenir l'affaire de ceux qui y vivent.

Place de l'usager et co-conception.

Aujourd'hui en France, l'implication de l'habitant dans les processus de conception de projets urbains se limite à la mise en place de temps de concertation définis par quelques lois. L'une d'elles est la loi SRU (Solidarité et renouvellement urbain) de 2000, qui rend obligatoire la participation citoyenne au moyen de la concertation des habitants dans la rédaction des outils d'urbanisme tels que le PLU (Plan local d'urbanisme), le SCOT (Schéma de cohérence territoriale) ou la carte communale. Une autre loi, de 2010, définit le dispositif d'enquête publique en stipulant que « *L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions*

* «droit à la ville» en français.

7. *Mainmise sur les villes*, Arte, 29:00.

susceptibles d'affecter l'environnement. »^[8] Un projet urbain est ainsi soumis obligatoirement à un devoir d'information ainsi qu'à une concertation préalable organisée par le conseil municipal qui doit impliquer dans la définition du projet les habitants, les associations locales et autres acteurs concernés. Cependant, les conditions de cette concertation restent à définir par la municipalité qui n'a aucune obligation sur ce point et la finalité de cet échange la laisse libre de sa décision.^[9] Aussi peut-on se questionner sur le choix du terme *concertation*, qui implique de s'accorder en vue d'un projet commun, pour un temps qui relève plus de la *consultation*. Toujours est-il qu'il reste difficile, pour le citoyen, de savoir s'il sera écouté et si sa participation aura une réelle valeur.

En 1969, la sociologue américaine Sherry R. Arnstein a distingué huit niveaux de participation des citoyens aux projets les concernant sous la forme du tableau suivant :^[10]

Contrôle citoyen : une communauté locale gère de manière autonome un équipement ou un quartier. Délégation de pouvoir : le pouvoir central délègue à la communauté locale le pouvoir de décider un programme et de le réaliser. Partenariat : la prise de décision se fait au travers d'une négociation entre les pouvoirs publics et les citoyens.	Pouvoir effectif des citoyens.
Conciliation : Quelques habitants sont admis dans les organes de décision et peuvent avoir une influence sur la réalisation des projets. Consultation : Des enquêtes ou des réunions publiques permettent aux habitants d'exprimer leur opinion sur les changements prévus. Information : Les citoyens sont informés sur les projets en cours, mais ne peuvent donner leur avis.	Coopération symbolique.
Thérapie : traitement annexe des problèmes rencontrés par les habitants, sans aborder les vrais enjeux. Manipulation : information biaisée utilisée pour «éduquer» les citoyens en leur donnant l'illusion qu'ils sont impliqués dans le processus.	Non-participation.

8. Loi n°2010-788 de 2010.
10. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Participation_\(politique\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Participation_(politique))]

9. La loi ALUR de mars 2014 ne stipule seulement que la concertation doit être effectuée «selon des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet»

Cette étude souligne que les contextes permettant un pouvoir effectif des citoyens se font rares. C'est pourquoi aujourd'hui, de nombreux mouvements appellent à de nouvelles formes de co-conception de l'espace. Des formes permettant une réelle implication de chacune des parties prenantes. Pour les citoyens, il ne s'agit plus aujourd'hui de participer à des temps de consultation sans pouvoir décisionnaire mais il s'agit de faire entendre leurs droits, leurs attentes et leurs besoins. La question n'étant pas de s'écarter des spécialistes mais bien de travailler *avec* les différents acteurs de la fabrique urbaine et de construire *ensemble* l'œuvre collective qu'est la ville.

« À Berlin, on ne veut pas seulement participer,
on veut co-crée. »^[11]

Marie-Hélène Bacqué, sociologue française et porte-parole de la coordination *Pas sans nous*,^[12] plaide pour la co-construction de projets qui feraient émerger de nouvelles dynamiques et travaille à la valorisation de l'*empowerment*. Dans l'ouvrage^[13] qu'elle co-écrit avec Caroline Biewener le terme d'*empowerment*, dont elles rappellent la racine *power**, est défini comme un processus d'acquisition du pouvoir (de décider et de faire) et désigne une sorte d'émancipation citoyenne. Ce concept, qui connaît son essor dans les années 60/70 en Amérique du nord, via les mouvements sociaux de groupes féministes et de minorités ethniques, va s'étendre plus rapidement lors de la rencontre entre le numérique et les mouvements de contre-culture, permettant de rassembler davantage et d'exporter le concept. En France, le terme s'est importé dans les années 90 et, s'il n'existe pas d'équivalent officiel dans la langue française, on le traduit généralement par l'idée d'un *pouvoir d'agir* ou encore d'*émancipation*. La notion française s'est plus tard introduite plus spécifiquement dans les questions de fabrique urbaine en réaction à un système dont l'habitant semblait exclu. En effet, l'Architecture Moderne, portée notamment par l'architecte Le Corbusier, avait fait de l'habitant le seul destinataire du projet urbain et non l'acteur de l'élaboration de son cadre de vie. Au cœur de ce mouvement : la *ville fonctionnelle*. Soit l'idée d'une ville pensée selon

11. http://www.lafabriquedelacite.com/fabrique-de-la-cite/site/fr/focus/pages/berlin_partir_des_usages_pour_transformer_la_ville.htm

13. L'*empowerment*, une pratique émancipatrice, La Découverte, Politique et sociétés, 2013.

* pouvoir

12. La coordination *Pas sans nous*, regroupant des associations de quartiers populaires, préconise la création d'un fond pour la démocratie d'initiative citoyenne.

ses quatre fonctions notables, prenant chacune la forme d'une zone séparée dédiée au travail, à l'habitat, aux loisirs et enfin constituée des éléments d'infrastructure de transport. Ce concept fut théorisé à l'occasion de l'élaboration de la Charte D'Athènes^[14] en 1933 avant d'être adopté par de nombreux architectes et urbanistes lors de la reconstruction post-guerre. Cette charte contribuera, pour la docteur en urbanisme Jodelle Zeltaoui-Leger, à faire des individus *des êtres biologiques interchangeable et aux besoins élémentaires facilement prévisibles, considérés comme incapables de porter un avis pertinent sur des questions d'architecture ou d'urbanisme.*^[15] Aussi, c'est tout naturellement que, quelques décennies plus tard, l'empowerment s'empara des questions d'urbanisme, dans une tentative d'émancipation du citoyen.

Mais parmi les citoyens qui prônent une ville co-construite, on y trouve aussi bien sûr des professionnels de la construction. C'est tout un corps de métier qui se responsabilise et qui travaille à l'émergence de nouvelles formes de collaboration. Dès les années 70, en réaction aux principes du fonctionnalisme et poussé par les écrits d'Henri Lefebvre, la pensée Situationniste^[16] et les mouvements citoyens tels que les événements de Mai 68, la question de l'inclusion de l'habitant se pose pour les architectes. Les années 80 seront une période de transition avant que ces questions reviennent activement au coeur du débat vers 1995, appuyées par le mouvement de grève des écoles d'architecture qui fera ressortir l'envie d'une pratique prenant en compte les individus pour lesquels elle conçoit l'espace. On ne parle alors pas encore de participation mais l'idée d'une responsabilité sociale des acteurs de la fabrique urbaine grandit peu à peu. Dans les années 2000, les lois de concertation évoquées en amont viendront appuyer ces démarches. Pourtant, l'équilibre ne se crée pas dans le système en place : d'une part les professionnels qui prônent ces démarches sont souvent qualifiés d'utopistes et sont décrédibilisés et d'autres part, bien que ces pratiques se diffusent largement dans les collectivités, c'est souvent timidement ou pour légitimer un projet qu'elles sont appliquées. De nombreux étudiants et professionnels de cette époque comprennent alors

14. La Charte d'Athènes a constitué l'aboutissement du IV^e Congrès international d'architecture moderne (CIAM), tenu lors d'un voyage maritime entre Marseille et Athènes 1 en 1933 sous l'égide de Le Corbusier.

15. <http://www.participation-et-democratie.fr/en/dico/urbani-sme-participatif>.

16. L'Internationale Situationniste (1957-1972) était une organisation révolutionnaire désireuse de rompre avec le système capitaliste marchand.

que c'est à eux de penser de nouvelles formes d'application de cette envie de co-construction, donnant naissance bien souvent à des collectifs pluridisciplinaires agissant directement dans l'espace public. En octobre 2015, le Pavillon de L'Arsenal à Paris présentait l'exposition *Co-urbanisme, 15 fabriques collaboratives de la ville*. L'événement proposait de découvrir quinze démarches d'urbanisme, en France et à l'étranger comme aperçus d'une fabrique collective de la ville, interrogeant la mise en pratique de processus collaboratifs avec les usagers. Des formes d'urbanisme proposées par des professionnels et amateurs de tous horizons : artistes, designers, architectes, acteurs culturels... qui ensemble, testent les possibles et laissent place à l'initiative citoyenne. Le collectif Bruit Du Frigo y présentait notamment son projet Le Cabanon Cuyés installé pendant 5 jours dans un quartier de la ville de Dax en février 2013 durant lesquels les habitants avaient pu échanger leurs idées et envies pour améliorer leur cadre de vie.^[17]

« Convoquer l'intelligence collective pour penser la ville pas à pas avec les usagers, tel est l'enjeu de pratiques urbaines collaboratives qui émergent aujourd'hui. »^[18]

La notion d'*intelligence collective*, fait ici état de la mise en commun des connaissances et des compétences de chacun des membres d'un groupe, pour résulter à une coopération dans l'élaboration d'un projet commun. On notera par ailleurs qu'Internet donne lieu à l'expression des diverses formes d'intelligence collective qu'on peut voir émerger aujourd'hui. On en parle parfois comme d'un cerveau mondial ou d'un réseau cérébral planétaire,^[19] il permet la mise en lien de compétences et d'acteurs géographiquement et professionnellement très éloignés. De nombreux collectifs se sont ainsi formés à distance, amenés à se rencontrer par leurs valeurs ou pratiques communes exprimées en ligne, créant de nouvelles formes de pluridisciplinarité. Mais c'est aussi une banque d'outils collaboratifs donnant naissance à de nouveaux systèmes de collaboration ou de participation. Parmi ces systèmes, le *crowdfunding*, ou *financement participatif* permet de mobiliser une communauté pour monter un projet qui présente un intérêt local mais n'émerge pas faute de trouver un financement de la part d'investisseurs ou de fonds publics. Les plateformes

17. <http://www.bruitdufrigo.com/index.php?id=176>.

19. Reportage World Brain -Arte - décembre 2015

18. <http://atelierapproches.fr/ouverture-de-lexposition-co-urbanisme-au-pavillon-de-larsenal/>

utilisées pour le *crowdfunding* laissent aussi la possibilité à l'initiateur du projet de faire part d'autres besoins, auxquels certains citoyens pourraient être en mesure de répondre par leurs compétences ou le prêt d'outils et d'équipement. Entre *empowerment* et *intelligence collective*, c'est le terme de *capacitation citoyenne* qu'a choisi le collectif des Arpenteurs pour définir un réseau qu'il a mis en place en 2000.

Ce réseau est constitué d'une centaine de structures associatives issues de domaines très différents qui interrogent et croisent leurs regards pour renforcer leur action solidaire et citoyenne. Son nom, Capacitation-Citoyenne évoque la *mise en capacité*, soit l'idée que, « *par le collectif, on peut conforter et révéler des compétences, plaçant l'individu et le groupe au centre de la démarche, comme acteur de sa propre transformation, et de la transformation de son environnement.* »^[20] Car finalement, que ce soit les acteurs de la conception urbaine dans le temps défini du chantier au sens propre du terme, que ce soit les acteurs sociaux, culturels ou acteurs de la communication dans le chantier quotidien des relations sociales ou enfin que ce soit chacun d'entre nous dans l'élaboration de notre vie politique, nous avons tous un rôle à jouer dans la fabrique d'une ville à l'image de la société que nous voulons. Chacun doit pouvoir se demander en tant qu'individu dans un *réseau social* : Comment est-ce que je peux intervenir, et à quel niveau, dans la construction de ma ville et de ma société ?

Quel rôle pour le graphiste dans la fabrique de la ville ?

Cette question, je me la suis posée à mon tour, la replaçant dans le contexte de ce mémoire et de mes études en design graphique. Qu'est-ce que je peux apporter, en tant que graphiste, à cette construction ? Dans l'espace urbain, je considère que *tout est chantier* dans le sens où la ville n'aura jamais fini de se construire, tant dans l'élaboration de ses systèmes de communication que dans l'édification de son architecture ou encore dans le tissage des relations sociales qui s'y jouent. De plus, on l'a vu dans la deuxième partie de ce mémoire, j'estime que le graphiste joue un rôle quotidien dans l'articulation du langage de la ville, participant activement au *chantier de la communication*. Partant de ce constat, j'ai tenté de comprendre, comment ce rôle peut se décliner, sous différentes casquettes, faisant du graphiste un acteur à part entière de la fabrique de la ville à plusieurs niveaux.

20. <http://www.capacitation-citoyenne.org/>



Pour commencer je souhaite replacer le graphiste comme étant un citoyen avant toute chose, possédant ses compétences et convictions propres.^[21] En tant qu'individu, il fait le choix de ses engagements, qu'il affirmera ou non, et, de par sa pratique, il décide des idées qu'il souhaite accompagner. Il peut se faire dénonciateur, mettre en lumière des causes et des combats qui lui sont chers, travailler pour des campagnes publicitaires, accompagner des mouvements de propagandes, militer, mettre ses talents à contribution d'idées qui ne sont pas les siennes, créer des images d'utilité publique... mais quel que soit le chemin qu'il emprunte, il en relève de ses choix et de sa *conscience*, personnelle et professionnelle. En septembre 2015 le magazine *Étapes* proposait un dossier intitulé « Conscience Citoyenne »^[22], faisant état de tout un champ de l'engagement politique dans le design graphique européen. Le dossier met en lumière les liens entre des pratiques engagées amorcées dans les années 1960 et de nouvelles formes de militantisme de l'image d'aujourd'hui. En France, Mai 68 fait resurgir une conscience politique et citoyenne chez les étudiants designers, amenés à se questionner sur leur pratique. Nombreux sont ceux qui tourneront le dos aux agences de communication en lesquelles ils ne croient plus et qui feront le choix de se regrouper sous forme de collectifs engagés dans des mouvements sociaux.

«Engagement social et culturel sont les maîtres mots de ces designers graphiques refusant de jouer le jeu de la publicité.»^[23]

Parmi eux, naîtra le collectif GRAPUS^[24], à l'initiative des graphistes Pierre Bernard, Gérard Paris-Clavel et François Miehe. Ils travailleront notamment sur l'identité visuelle de la CGT Paris et pour une campagne du Parti Communiste Français, affirmant leurs convictions et engagement politique. Mais leur engagement est aussi social, comme le montrera notamment Pierre Bernard qui mettra plus tard ses talents au service du Secours Populaire Français. L'engagement du designer a cependant une particularité propre à sa pratique : celle de la responsabilité. En effet, un graphiste ne fait pas qu'exprimer son opinion à des tiers mais pose un angle de vue sur des images qui seront confrontées à un public dans le but d'une communication ou d'une transmission.

21. Formes Vives, <http://www.formes-vives.org/atelier/?category/Citoyen-graphiste>

23. *Étapes*, p.95

24.

22. *Étapes*,

« En réponse à une commande publique ou privée, le graphiste donne aux idées une forme visuelle [...], forme qui sera reçue, vue, maniée par des centaines, voire des centaines de milliers de personnes. Son travail consiste à analyser les besoins en communication de son commanditaire et à leur donner une solution visuelle appropriée. »^[25]

Aussi doit-il s'exprimer avec justesse, pertinence et en toute cohérence avec le message qu'il véhicule. De plus, qu'il travaille au nom d'un mouvement ou pour un commanditaire quelconque, le graphiste agit comme un porte-voix. Il amplifie son message dans le but de le faire entendre, de le communiquer. Si l'on connaît l'expression de cette aptitude dans la publicité, le graphiste, comme on vient de l'entrevoir, peut aussi se faire porte-voix des citoyens et des mouvements sociaux. C'est cette capacité à mettre en lumière des actions, à valoriser un discours mais aussi à donner les outils à la parole des uns et des autres qui m'intéresse. L'idée de prêter l'outil graphique à la parole citoyenne est pour moi un point essentiel à la mise en place de pratiques démocratiques. Car c'est offrir la possibilité à l'individu de s'exprimer, de se réapproprier sa voix et bien souvent avec, son territoire. *Afficher son cri*, comme le proposait le collectif Ne Rougissez Pas dans un quartier de la commune d'Ivry-sur-Seine où il a à cœur d'utiliser ses compétences artistiques pour récolter et valoriser la parole des habitants. L'idée de porte-voix me renvoie aussi à l'image du crieur de rue, se faisant parfois éveilleur de consciences. Une image que je pose sur le collectif Formes Vives, notamment lorsque je pense à leur journal Article 11.^[26] Un journal qui s'adresse au citoyen, s'émancipant de toute pratique publicitaire et de toute démagogie dont la couverture du n°16 annonçait :

« Nous sommes un journal, un vrai, pas une succursale de la gauche tiède, pas un nid à pub, pas un gouffre à questions, pas un jouet pour investisseurs, pas un fabricant de consensus, pas un fossoyeur d'espoirs. »

Mais une voix, vaut-elle le coup d'être portée et entendue si elle n'est pas comprise ?

Dans la ville, et dans la société en générale, la multiplicité des acteurs, aux rôles, valeurs, opinions et statuts différents, crée une polyphonie qui se doit d'être articulée. En mettant en forme visuellement une information, un message, le graphiste

25. Extrait du catalogue Images d'utilité publique, éditions centre Georges-Pompidou, 1988

26. Une référence critique à l'article 11 de la DDHC

est capable d'en simplifier le langage, tout en prenant soin d'utiliser des symboliques adaptées à son récepteur. Il a la capacité de traduire l'information pour en assurer la communication. En ce sens, il me semble qu'il peut se faire interprète des relations qui se jouent entre différents acteurs.

« On a été un groupe de cinq ou six à penser qu'il y avait une nécessité à se mettre en position de traducteur entre les pouvoirs, entre les pouvoirs politiques et les pouvoirs techniques. [...] À l'époque c'était le début des grandes périodes d'aménagement, des schémas directeurs d'aménagement, des villes nouvelles, de l'État aménageur se substituant aux collectivités territoriales. On se disait qu'entre ces pouvoirs de très grande force et les citoyens-citoyens devait y avoir une forme de traduction, de part et d'autre. »^{127]}

Ce travail de traducteur se joue au quotidien et en toute circonstance. C'est le propre du graphiste. Cependant, étant particulièrement intéressée par l'urbanisme, c'est spécifiquement sur le rôle que peut tenir le graphiste dans la question d'une fabrique collaborative de la ville que je me suis penchée. En premier lieu, la relation qui se joue entre les habitants et les collectivités me paraît nécessiter la traduction des informations institutionnelles mais aussi celle de la parole citoyenne. Car si la collectivité se doit d'informer ses citoyens, eux-mêmes doivent pouvoir être en mesure de s'exprimer à propos du projet proposé. Si le graphiste est alors amené à travailler sur la valorisation et à la traduction de cette parole, encore faut-il qu'il la récolte. La première étape à exploiter semble donc être la mise en place d'ateliers participatifs à l'occasion des temps de concertation avec les habitants. Il m'apparaît cependant nécessaire de pousser les limites des temps et des espaces prévus pour les concertations habituellement mises en place. Sortir dans la rue, aller à la rencontre des habitants, interpeller, donner envie de participer, mettre en valeur... Ces pratiques requièrent des allers-retours entre collectivité et habitant, demandant des procédés de traduction de part et d'autre. Si c'est une première piste, je me demande comment y inclure d'autres acteurs du projet urbain, et surtout, comment créer des temps communs. À la lecture de l'ouvrage Le Projet du Projet de Jean-Jacques Terrin, dans lequel la problématique de co-construction se fait centrale,

27. Jean-pierre Grunfeld- <http://www.formes-vives.org/atelier/?post/Entretien-avec-Jean-Pierre-Grunfeld>

j'ai été intriguée par l'idée de *langages partagés* et d'*objet intermédiaire* qu'il évoque. Aussi lui ai-je fait part de mes questionnements dans le mail suivant :

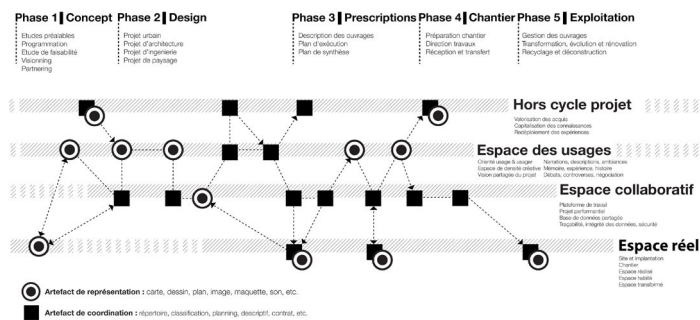
Bonjour,
Je suis étudiante en design graphique au Havre et vous contacte à la suite de la lecture de votre ouvrage **Le projet du projet- concevoir la ville contemporaine.**

J'écris actuellement mon mémoire dans lequel je questionne la ville contemporaine et notamment le rôle potentiel du graphiste dans cet espace. Le graphiste peut-il être acteur de la fabrique de la ville?

Je vous écris aujourd'hui suite à la lecture des chapitres **Espaces de conceptions et cycle de vie du projet et Objets intermédiaires** et **Langages partagés : Des objets-frontières**. Dans cette partie de l'ouvrage, vous évoquez «un processus de conception architecturale et urbaine qui se déroulerait en plusieurs espaces.», lequel vous illustrez par le schéma suivant :

Parcours de l'innovation

Espace de conception & cycle de vie du projet



Dans ce schéma, il est question d'artefacts de représentations, majoritairement présents dans «l'espace de densité créative», décrit comme un espace dédié aux échanges et aux débats dont l'usager est un acteur essentiel. Je comprends dans ce schéma qu'il est nécessaire de trouver des modes d'expression et de représentation du processus de conception du projet qui permettraient à la fois de donner la parole aux différents acteurs du projet

- usagers compris - et à la fois de traduire et communiquer ces différents messages à l'ensemble des acteurs. Ces modes d'expression impliqueraient *«des langages appropriés qui accompagnent l'incertitude, permettent de représenter l'imaginaire et sollicitent des débats sur des valeurs plus abstraites[...]»*

Vous nommez plus loin ces modes d'expression par le terme «d'objets-frontières» qui permettraient donc que les équipes multi-acteurs d'un même projet se *«retrouvent en quelque sorte dans un même espace social.»* Lorsque vous affirmez *«qu'aucun de ces protagonistes n'est à même de revendiquer ce rôle de passeur pour gérer ces objets-frontières, car celui-ci nécessite une certaine dose de neutralité»,* je me pose immédiatement les questions suivantes : Dans une telle situation, envisagez-vous que l'équipe formée par les différents acteurs du projet puissent y intégrer un tiers, qui aurait pour rôle de mettre en place des outils, ces objets-frontières, en faisant des «allers-retours» entre les acteurs? Que pensez-vous du métier de graphiste dans ce contexte? Ne peut-il pas être le médiateur idéal, maîtrisant texte et image, capable d'articuler et adapter des langages, capable à la fois d'offrir des moyens de s'exprimer à chacun et de les traduire ensuite?

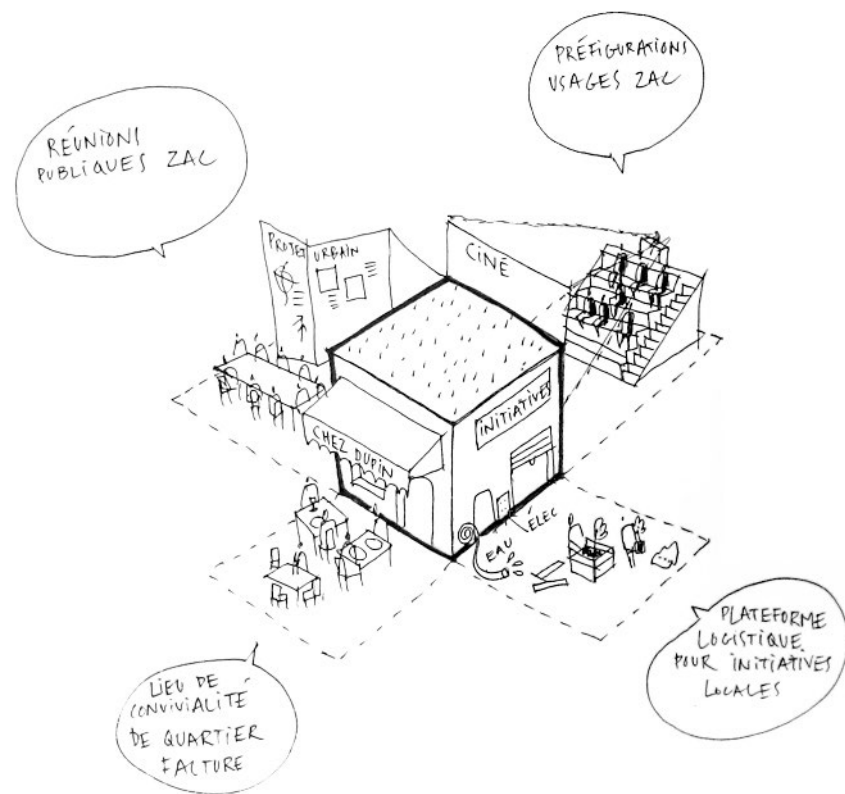
[...] La question de la communication au sein de l'élaboration du projet et la co-conception me semblant être des composantes essentielles de votre travail, j'aimerais beaucoup connaître votre avis sur ce que je tente de soulever ici. Peut-être avez-vous déjà travaillé avec des graphistes? Quelle expérience en retirez-vous?

Dans l'attente de votre réponse,
Belle journée.

À la suite de ce courrier, nous avons pu échanger au téléphone. Jean-Jacques Terrin, enthousiaste de transmettre ses expériences, m'a notamment dirigée vers le projet IP City^[28], riche d'expérimentations en terme de représentations et de médiations. Ce projet fut l'occasion d'un laboratoire de recherche autour de la réalité mixte, c'est-à-dire des technologies qui articulent environnement réel et virtuel. L'un des objectifs était de comprendre comment, prenant la forme de dispositifs de communication, elle pouvait faciliter le déroulement des processus participatifs au sein de projets d'aménagement urbain.^[29] Utilisant des éléments simples, ces outils font appel à la symbolique dans l'optique de créer un *langage commun* pour permettre à tous les acteurs d'un projet urbain, les professionnels comme les usagers, d'en étudier les conditions et d'en discuter ensemble. L'expérience a permis de constater plusieurs points positifs quant à leur utilisation. On a pu observer une meilleure intégration sur le long terme de tous les acteurs concernés, une hausse de la participation des habitants et une appropriation plus rapide du projet, ainsi qu'une amélioration des processus de communication et de gestion des conflits. L'étude de ce projet me renvoie à ma propre pratique. J'envisage alors le graphiste comme traducteur, conceptualisant des outils graphiques faisant office d'*objets intermédiaires* dans la création de *langage partagé* pour des temps communs entre des professionnels de champs différents et les usagers. À mon sens, la question n'est pas de trouver un dispositif applicable à toute situation mais il s'agit d'analyser chaque contexte, avec sa situation singulière et ses acteurs, avant de penser des outils capables de créer une communication au sein du projet. Par exemple, si l'utilisation d'outils numériques est une piste qui m'intéresse, il me semble cependant important de trouver des réponses adaptées à chaque situation. C'est la question de *l'interactivité* qui me paraît être un point central de cette réflexion. Et c'est là que je trouve intéressant la notion de *réalité mixte*, car les outils proposés peuvent être numériques ou analogiques, « virtuels » ou « réels ». Finalement aussi hybride que l'environnement dans lequel elle est manipulée, l'enjeu de cette interactivité est surtout d'en proposer une forme faisant appel aux sens, à la manipulation, au ludique et se faisant support de l'imaginaire. En fonction des contextes, des moyens et des individus concernés, le graphiste doit ainsi être capable d'adapter ses outils de communication,

28. IP City

29. Projet du projet, p.221



permettant une cohésion entre chacune des étapes et chacun des acteurs du processus de conception.

Pour ce type de démarche, on parle donc de communication interne au projet, mais qu'en est-il des riverains qui se trouvent à l'extérieur de la conception et qui sont littéralement confrontés aux barrières du chantier ?

C'est l'une des questions sur lesquelles travaille la graphiste Laurence Madrelle, régulièrement accompagnée du sémiologue urbain Jean-Pierre Grunfeld^[30]. Comment traduire et rendre compte des projets urbains auprès des citadins ?

« Nous travaillons avec chacun de ceux qui participent à sa construction [La ville] : l'archéologue, le chercheur, l'aménageur, l'urbaniste, le constructeur, le promoteur, les institutions publiques... Mais c'est aussi au citoyen que nous nous adressons : en préfigurant les transformations à venir, en explicitant le projet ou en atténuant les nuisances du chantier. Nous racontons la ville et donnons à voir – par le dessin, la représentation, la cartographie – et à comprendre sa fabrication. »^[31]

Entre 1998 et 2001, lors du chantier d'aménagement de la rive gauche du 13^e arrondissement de Paris, la stratégie de la communication du chantier leur avait été confiée. Ils ont imaginé la ville comme support de sa propre communication, utilisant aussi bien des façades que des barrières de chantier, considérant *qu'il n'y a pas de petits médias dans la narration d'une ville*.^[32] La communication mise en place s'adaptait aux contraintes et mobilité du chantier, participant à la lecture du langage urbain. Les outils de communication permettaient de souligner l'appartenance du chantier à la ville de Paris et non à des promoteurs privés et signifiaient également son identité, replaçant le quartier dans son contexte historique et actuel. Traduire le chantier, le clarifier, c'est permettre au riverain de se projeter dans l'espace en construction et permettre d'engager un processus d'appropriation du futur espace. En dehors du chantier, cette question se joue dans l'ensemble de l'espace urbain. Mais s'approprier un espace

30. Jean-Pierre Grunfeld est sémiologue urbain, consultant. Depuis quarante ans, il conçoit des stratégies d'appropriation des projets urbains pour les collectivités territoriales, en France et à l'étranger en s'appuyant sur des équipes pluridisciplinaires.

31. IM Communiquer.

32. **Design graphique, Ville et Architecture**, Salon Graphique, Octobre 2014, CNAP. <http://www.cnap.fr/graphisme/graphisme14/index.html#3/35.39/-1.05>.

ne peut se faire qu'en se familiarisant avec celui-ci, en y circulant, en l'apprenant. C'est pourquoi je considère qu'en facilitant la lecture de l'espace par la pratique de la signalétique, le graphiste intervient dans l'appropriation de celui-ci par ceux qui y circulent. Pour raconter l'espace sans le contraindre, l'enjeu est de penser une signalétique qui n'impose pas un chemin mais qui est capable d'accompagner le citoyen dans une certaine forme de déambulation. Pour Pierre di Sciullo, graphiste-typographe, *« intervenir dans un bâtiment, c'est avoir accès à la ville pour y créer de nouvelles déambulations sensorielles [et] créer une temporalité nouvelle du déplacement du corps dans un espace. »*

Enfin, puisqu'il *raconte* l'espace, le graphiste peut aussi se faire conteur d'histoires en donnant à voir l'espace *autrement*.

« Mon envie, c'est de recréer par ce théâtre visuel un espace public qui donne à voir et à lire autre chose que des signes administratifs et des messages commerciaux. Une tentative de reconquérir l'espace public comme un espace d'imagination appartenant à ceux qui y vivent. » ^[33]

Réinjecter des supports de l'imaginaire dans l'espace public, c'est l'envie que le graphiste Malte Martin, concrétise au sein de son projet Agrafmobile.^[34] Cet espace de travail se développe en annexe de son atelier graphique. Il y travaille avec des artistes et le conçoit comme un théâtre visuel réinvestissant l'espace public pour en questionner le potentiel créatif. Dans son travail, Malte Martin propose des formes qui laissent place à l'imaginaire. Touchant ainsi potentiellement un plus grand nombre de personnes, réagissant chacune via leurs représentations propres, il permet de créer un échange riche. Lorsque ces formes interviennent dans l'espace public, elles peuvent être appréhendées de manière individuelle et collective à la fois, contribuant à souligner le caractère de la ville à être un espace partagé. À l'occasion du Mois de l'architecture contemporaine en Normandie de 2011, Malte Martin a été invité par l'école supérieure d'arts & médias de Caen à investir les places publiques caennaises. À la suite de cette invitation, le graphiste a étudié son futur terrain d'intervention : *« Je me promène à Caen cherchant les places publiques. Là où on sent*

33. Malte Martin <http://www.agrafmobile.net/site0.html>.

34. L'association Agrafmobile a pour objet de créer et d'organiser des événements artistiques tant dans le domaine des arts visuels que dans celui du spectacle vivant, visant à investir l'espace urbain et les territoires du quotidien.

le pouls d'une ville, où les gens s'attardent, s'assoient, parlent, regardent... l'agora. Place Saint Sauveur pleine... de voitures en rangs serrés. La place du théâtre est à l'antipode : un plateau, vide, à traverser. L'absence d'une place. l'absence d'une ville. Est-ce possible d'habiter cet espace ? De lui donner un autre rythme ? créer l'envie de s'attarder ? Ça doit être possible. » [35]

Tenant compte de ces observations et partant « à la recherche de l'agora », il a imaginé une installation interpellant les passants, ralentissant leurs pas. Ce ralentissement crée un mouvement flottant – vivant – au coeur de la place occupée qui retrouve, l'espace d'un instant, le souffle d'un espace commun.

35. Caen même, Agrafmobile,
<http://www.agrafmobile.net/site3.html>

CONCLUSION

Au fil des siècles, la ville a toujours accompagné les sociétés qui s'y sont développées. C'est pourquoi, bien que ce mémoire ait pour premier objet de comprendre les enjeux de l'urbanité contemporaine, ce sont immanquablement les enjeux de la société qu'elle abrite qui s'y reflètent. Aussi a-t-on pu voir qu'à l'heure de la mondialisation, la ville est de plus en plus complexe et devient difficile à définir. Que ce soit « physiquement » ou « virtuellement », ses frontières se floutent entre le *dans* la ville et le *hors* la ville. Les règles qui régissent l'espace s'en trouvent chamboulées, les territoires se redéfinissent, les relations se distendent peu à peu. Ces changements bouleversent les repères individuels et collectifs de la représentation et de l'identité de l'espace. Petit à petit, les villes se privatisent, tendant à devenir davantage des produits de consommation que des *espaces communs*.

À travers ce travail de recherche, tentant de saisir toute la complexité de l'espace urbain, c'est l'envie de prendre part à la construction d'une société plus juste et plus durable qui m'habite. Une construction qui, à mon sens, passe d'abord par l'échelle de la ville. On ne l'a pas abordé dans ce mémoire, mais il est évident qu'aujourd'hui le contexte de crise économique, sociale et environnementale nous pousse à la collaboration en sa nécessité de mutualiser les moyens, réduire les coûts et rassembler les compétences. Construire collectivement devient alors indispensable pour penser une ville plus durable, autant économiquement, qu'écologiquement et humainement. De plus, le climat d'austérité semble faire appel aux pratiques collectives pour créer de nouvelles dynamiques sociales. La forte augmentation du chômage pousse notamment les jeunes diplômés en architecture, design, urbanisme, etc. qui ne trouvent pas d'emploi à la sortie de leurs études à réfléchir à de nouvelles façons de travailler. Le manque de moyen combiné à un fort besoin d'émancipation les poussent à se regrouper sous forme d'ateliers collectifs, facilité par l'avènement des réseaux sociaux. Ces lieux de rencontres numériques créent de nouveaux espaces de travail affranchis des distances géographiques, favorisant échanges et rencontres. L'émergence de ce type de structures reflète une nouvelle forme de vivre ensemble

de notre société : D'une part, les technologies de communication peuvent multiplier et diversifier les échanges entre les individus et inventer de nouvelles formes d'interactions sociales et d'autre part elle reflète que la forme collaborative de la construction de la vi(II)e est plus que jamais nécessaire, que ce soit pour des questions économiques ou sociales. Ce contexte amène de nombreux acteurs d'horizons très divers à travailler ensemble, demandant une médiation efficace autant à l'échelle de la société qu'à l'échelle de projets de conception urbains. La place de la communication prend alors tout son sens. C'est par elle que la société se crée. Elle est la base de toute relation, et par extension, de toute construction. C'est pourquoi, de part la multitude d'acteurs amenés à collaborer, la pratique du graphisme me semble indispensable, autant pour décoder la complexité de l'espace que pour articuler et traduire le langage qui s'exprime entre toutes les parties prenantes de la construction urbaine. Proposer des outils pour porter la parole citoyenne, simplifier les langages institutionnels, mettre en place des objets intermédiaires comme support de débats, sont pour moi autant d'actions qui font de la communication davantage une garantie qu'une fragilité de la démocratie.

« L'art consiste peut-être la première des médiations symboliques de l'urbanité. » ^[1]

Enfin, la mutation des villes crée de nouvelles friches urbaines. Autant de lieux délaissés à reconsidérer, revaloriser, n'attendant que d'être exploités et mis en lumière. Ainsi, parce que je crois en la capacité du graphiste à *réenchanter* l'espace, à le raconter et donner à le voir *autrement*, je me demande comment tirer partie au mieux de ces espaces au fort potentiel créatif ? Comment faire d'eux des moteurs pour influencer de nouvelles dynamiques au sein de quartiers voire de villes entières ? Peuvent-ils contribuer à réinjecter de l'Utopie dans les interstices de la ville ?

1. Sens de la ville, p.85.

« Une carte du monde ne faisant pas mention
du royaume d'Utopie ne mérite même pas un coup
d'œil, car elle laisse à l'écart le seul pays où l'humanité
finit toujours par aborder. »^[21]

2. Oscar Wilde, L' âme humaine
et le socialisme, 1891.

POÈTE

NATIVE

CONSEIL
MUNICIPAL
POPULAIRE



Bibliographie

Ouvrages :

Ascher, François.

La rue est à nous... tous.

Au Diable Vauvert. 2007.

Barge, Christophe et **Solère**, Thierry.

La ville de demain.

Cherche midi. 2014.

Bailly, Jean-Christophe,

La phrase urbaine,

Fiction & Cie/Seuil, 2013.

Burel, Guy,

La ville contemporaine après 1945,

Éditions du Seuil, 2012.

Calvino, Italo.

Les villes invisibles,

Folio, 1972.

Collectif ETC,

Le détour de France, une école

buissonnière,

Éditions Hypervilles, 2015.

Denis, Jérôme et **Portilli**, David.

Petite sociologie de la signalétique.

Presses des Mines. 2010.

Di Méo, Guy.

Géographie sociale et territoires.

Nathan université. 1998.

Fotokino.

Désordres.

B42. 2013.

Garcez, Cristina et **Gallardo**, Rebecca.

(sous la direction de)

Villes inventives. Palmarès des jeunes urbanistes 2012.

Parenthèses. 2014.

Klein, Naomi.

No Logo.

J'ai lu, 2010.

Koolhaas, Rem.

Junkspace,

Éditions Payot & Rivages, 2011.

Lamizet, Bernard.

Le sens de la ville.

Ed. L'Harmattan. 2003.

Mongin, Olivier.

La ville des flux : L'envers et l'endroit de la mondialisation urbaine.

Fayard. 2013.

Paquot, Thierry.

L'espace public.

La découverte, 2009.

Ville, Architecture et communication.

(sous la direction de).

CNRS éditions. 2014.

Pumain, Denise ; **Paquot**, Thierry.

et **Kleinschmager**, Richard.

Dictionnaire La ville et l'urbain.

Economica. 2006.

Perec, Georges.

Espèce d'espaces.

Galilée, 2000.

Rancière, Jacques.

Le spectateur émancipé.

La Fabrique, 2008.

Robinson, H. Arthur.

The looks of maps.

Esri Press. 2010

Roncayolo, Marcel,

La ville et ses territoires.

Folio. 1990.

Terrin, Jean-Jacques.

Le projet du projet.

Concevoir la ville contemporaine.

Parenthèses. 2014.

Vial, Stéphane.

Court traité du design.

PUF. 2010.

Virilio, Paul,

L'espace critique,

Christian Bourgois Editeur, 1984.

Younes, Chris et **Bonnaud**, Xavier.

(sous la direction de).

/Perception /Architecture /Urbain.

InFOLIO, 2014

Articles web :

Une autre ville pour une autre vie. Henri Lefebvre et les situationnistes. Philippe Simay. Métropoles, Décembre 2008

Debord(er) la carte. Emmanuel Guy. Revue Strabac, publié le 1er mai 2012

La cartographie numérique: vers une sémantique de l'espace urbain. J-C Plantin.

Point-ligne-territoire. CORP & Jean-Sébastien Poncet, Article paru dans Azimuts 33, Cité du design éditions, 2009

Revue :

Etapes n°223, Stratégies d'orientation.

Etapes n°227, Conscience citoyenne.

We Demain n°7, n°10.

Web :

urbain-trop-urbain.fr

urbanews.fr

strabac.fr

revue-hippocampe.org

labo.bnf.fr

Radio/TV

Les architectes, le livre et le design graphique. France culture.

Un oeil sur vous, citoyens sous surveillance. ARTE

Mainmise sur les villes, ARTE, 09/2015

Je tiens à remercier
les membres de l'équipe
enseignante de l'ESADHaR :
Vanina Pinter, Bachir Soussi-
Chiadmi, Gilles Acézat
et Hélène Pitassi, pour leur
accompagnement et conseils
avisés.

Je remercie également
Jean-Pierre Grunfeld
et Laurence Madrelle
pour avoir nourri cette
réflexion à l'occasion
du Workshop *La mise
en récit du chantier*.
Jean Jacques Terrin pour
ses réponses. Les collectifs
Ne Rougissez Pas et *Entrez Sans
Frapper* pour leur accueil.
Ma famille, pour son soutien
sans faille. ainsi que mes amis,
particulièrement Camille
Trimardeau pour son aide
précieuse.

Typographies:

Texte courant:

Garamond Premier Pro, Robert Slimbach.

Titrages et citation:

Overpass, Delve Wirthington.

Notes:

Courier New, Adrian Frutiger.

MARIE HAUCHECORNE
DIPLOME NATIONAL SUPÉRIEUR
D'EXPRESSION PLASTIQUE
MENTION DESIGN GRAPHIQUE
ET INTERACTIVITÉ
ESADHAR – 2016

